SPARTACUS
socialisme et liberté

- L'ÈRE DES COMPÉTENTS, ROCARD, PSU,...
- PORTUGAL : LA RÉFORME AGRAIRE ET L'AGRICULTURE
- CRISE ET RÉVOLUTION
- IMMIGRATION DU TRAVAIL ÉMIGRATION DU CAPITAL ?
- PAYS RETARDATAIRES ET OCCIDENT

PANNEKOEK. Cinq thèses sur la lutte de classes.

R 12 Mensuel n° 100 décembre 1978 4 Fr (Belgique 40 FB, Suisse 2 FS 50) -

Directeur : René LEFEUVRE
CCP Lefeuvre 633-75-Paris

SPARTACUS
CAHIERS MENSUELS

5 rue Sainte-Croix de la Bretonnerie
Paris 4e Tél. : 272-37-50

LES NOUVEAUX HISTORIENS

A l'instar de la philosophie, l'histoire a ses nouveaux historiens. A vrai dire ils ne sont pas aussi nouveaux que ça puisque depuis dix ou vingt ans ils imposent leur image de novateurs mais tout évolue si lentement en histoire qu'une mutation qui s'opère sur une génération y fait figure de révolution.

Moins bruyants que les nouveaux philosophes, les nouveaux historiens n'en constituent pas moins, à leur manière, un phénomène de notre temps. Comme les premiers, c'est à travers les mass-media qu'ils se sont imposés. Leur ascension est moins brutale mais plus solide ; moins tapageurs, ils ont investi peu à peu la presse hebdomadaire, quotidienne, la radio et la télévision. Ils possèdent maintenant une entreprise à eux, une revue pour grand public : "L'Histoire".

L'événement n'est peut-être pas considérable mais il est sûrement significatif. *La présentation du passé est un enjeu politique.* La bourgeoisie l'a toujours su et a agi en conséquence. Pendant longtemps l'école a été le lieu de diffusion de cette histoire au service de l'idéologie dominante. Aujourd'hui l'école est en crise ou en mutation. On lui demande de moins en moins de jouer ce rôle de formation "civique" qu'elle a joué jusqu'alors. L'idéologie qu'elle diffuse est tout autre. C'est celle de la technique, des mathématiques et du pouvoir qui s'accroche à tout ça. Les profs d'histoire ne sont plus écoutés. C'est à peine s'ils osent diffuser cette histoire vieillote qui s'étale dans les manuels qui sont à leur disposition.

Un vide culturel s'est peu à peu créé à ce niveau qui n'a été qu'imparfaitement comblé par la diffusion de revues d'une médiocrité insigne. et d'un vide de pensée affligeant. L'histoire guerrière et les amours princières qui remplissent les pages d'"Historia" et des autres publications de la même eau, même si elles connaissent un certain succès, ne sont pas en mesure de satisfaire un besoin de connaissance historique qui semble être assez fort au niveau du public.

Autrement dit l'école remplissait une fonction qui n'a pas été aussitôt remplacée. C'est peut-être à cause d'une incapacité à produire et à diffuser une autre idéologie que celle fondée il y a plus d'un siècle, au moment de la création de l'école laïque. Sa représentation du passé, crispée sur quelques idées fatiguées, ne pouvait être renouvelée.

Ce vide était dangereux. Une fois reconnu l'enjeu politique de l'histoire, abandonner le terrain c'était risquer de le voir occupé par d'autres. Des formes nouvelles de savoir sur le passé élaborées dans d'autres lieux, par des groupes en rupture et en lutte contre le système pouvaient surgir (et ont, mais très minoritairement, surgi) remplissant la vacance du discours scolaire. Une réappropriation authentique de leur passé par les intéressés eux-mêmes devenait possible.

C'est dans ce contexte qu'apparaissent les nouveaux historiens. S'ils n'ont pas une idéologie de rechange à proposer, ils ont par contre une représentation nouvelle à offrir. Tous universitaires, ils se sont en gros retrouvés autour de deux institutions (l'Ecole Pratique des Hautes Etudes et la revue des Annales) qui n'ont rien pour séduire un vaste public. Ce sont des adeptes de la technologie lourde : pratique du comptage et des fiches ; l'ordinateur est devenu leur jouet favori. C'est par leurs techniques qu'ils se différencient des autres historiens. Elle les conduit à s'intéresser aux faits massifs et à s'éloigner de l'histoire événementielle. Si leur représentation est originale par rapport aux précédentes c'est parce que, cessant de ne regarder que les "grands hommes" et la conduite de la politique à un niveau supérieur, ils abordent le domaine des comportements collectifs.

De cette manière leur histoire s'oppose à la précédente. Elle peut prétendre à un niveau de technicité plus élevé en même temps qu'elle est amenée à traiter de nouvelles choses (de nouveaux objets disent ces historiens à la mode). Parlant de démographie, de sexualité, de mentalité, d'économie... ils s'expriment en experts adossés à leurs fiches, leurs dossiers, leurs ordinateurs, leurs équipes techniques. Quand ils apparaissent et prennent la parole c'est tout ça qui apparaît et parle en même temps qu'eux. Comment ne pas leur faire confiance ; ils offrent des garanties. C'est pourquoi peu à peu les nouveaux historiens sont sortis de leur univers restreint de spécialistes. Ils se sont fait entendre, d'abord timidement, dans la presse de bon ton : "Le Monde", le "Nouvel Observateur"... Ensuite leur percée s'est effectuée au niveau de l'édition. Ils ont colonisé toutes les principales collections et ont parfois obtenu des succès de librairie dépassant tout espoir. Puis la télévision leur a ouvert ses portes, au début comme vedettes américaines des tribunes sur l'histoire, dans le rôle du monsieur-qui-élève-le-débat, ensuite comme producteurs ou acteurs principaux de certaines émissions. Leurs noms, leurs visages ont commencé à être connus. Suffisamment du moins pour permettre le lancement d'une revue qui marque l'apothéose de cette ascension.

Mais finalement que disent-ils ces nouveaux historiens ? Leurs discours sont tous basés sur une conviction bien ancrée : ils ne croient pas aux idéologies (par là ils ressemblent un peu aux nouveaux philosophes). Traduisons bêtement : ils refusent de situer le discours historique dans le champ de la politique. Ce sont des experts, mieux des scientifiques, et comme tels ils ne parlent pas de choses quantifiables. Ceci justifie de leur part la prise en compte d'échelles chronologiques vastes, le temps long, dans lesquelles l'histoire se montrerait sous son vrai jour. A procéder ainsi ils donnent l'idée d'une humanité dominée par des mouvements qui ne s'inscrivent pas à l'échelle humaine, l'action de l'homme comparée aux phénomènes étudiés apparait dérisoire dans sa volonté émancipatrice, infinie dans sa soumission. Si leurs méthodes de comptage les amène à s'intéresser aux masses plutôt qu'à quelques individus, et ça c'est plutôt positif par rapport à la vieille histoire, elle les conduit à ne voir dans ces masses que la permanence. Les mouvements dans leur lenteur, puisque ceux-là seuls deviennent visibles, n'apparaissent plus comme action consciente mais comme produits d'un destin historique. Finalement cette histoire de l'immobilité n'est pas loin de ramener à Dieu.

Le paradoxe dans tout ça c'est que la nouvelle histoire est très matérialiste puisque ce qu'elle comptabilise ce sont les choses, les gestes, les échanges. Mais ce matérialisme, qui assure son succès auprès du public qui retrouve à travers lui un peu de la réalité du passé, est très semblable à celui des actuelles classes dirigeantes : la gestion des choses et non leur transformation... c'est totalement dépourvu de toute dimension dialectique.

Ainsi la fonction de cette nouvelle histoire se devine assez facilement. En dépolitisant l'histoire, c'est-à-dire en la transformant en objet de savoir placé hors de la lutte des classes, elle vient occuper un espace que la bourgeoisie ne peut plus tenir de manière clairement idéologique car n'ayant pas de projet d'avenir elle ne peut présenter d'autre vision du passé que celui de l'immobilité. C'est cette vision que la nouvelle histoire lui propose et c'est pour ça que cette dernière a trouvé à sa disposition l'ensemble formidable des appareils de communication de la classe dirigeante.

Cela ne veut pas dire que l'histoire qui s'élabore actuellement soit totalement dépourvue d'intérêt ; certains sujets neufs, quelques conclusions même, peuvent être fournis par elle mais telle qu'elle se présente elle n'est utilisable que dans un sens. Pour en détourner la fonction il faudrait que le passé soit enfin reconnu pour ce qu'il est : un enjeu au niveau des représentations. Il faudrait que ceux qui luttent pour leur émancipation, pour leur libération, reconnaissent au passé ses deux fonctions essentielles — fonction d'analyse et fonction d'identification. Pour exister, pour lutter, nous avons tous besoin d'un passé. Encore faut-il être en mesure de le définir...

Michel PICHOL

CHOSES VÉCUES

Marchant, il y a deux étés, sur les chemins de montagne de la Corse, j'arrivai près d'une bergerie où je fus témoin d'une altercation entre quelques parisiens barbus et mal embouchés et des bergers corses. Les derniers reprochaient aux premiers de s'être installés indûment dans leur cabane et d'y avoir commis des déprédations.

Toujours est-il que ces bergers, restés maîtres du terrain, déployèrent, sur le toit de pierre, le drapeau corse, blanc frappé à la tête de sarrasin, que tout le monde connaît, pour en avoir vu des reproductions autocollantes, fixées au cul de quelques voitures.

Parmi les gens qui composaient le groupe dans lequel j'étais, il y en eut un pour s'extasier, non pas de ce que les bergers aient chassés quelques vandales au petit pied, réaction somme toute compréhensible, mais de la reconnaissance du sentiment corse, prometteur de lendemains meilleurs.

— Certainement, dis-je, la Corse aux corses, l'Occitanie aux Occitans, la Bretagne aux Bretons, la France aux Français, les Juifs à la porte ! Il y eut comme un silence gêné.

Il y a quelques jours, j'empruntai le périphérique de Paris, dont les grands murs sont autant de provocations aux bombeurs toutes catégories.

Cette fois, quelque main progressiste avait écrit : La Palestine aux Palestiniens ! Et, au dessus, une autre main, non moins activiste, avait calligraphié : La France aux Français !

Nul doute que les deux auteurs (différents sinon ennemis) de ces deux slogans seraient d'accord pour continuer : Les Juifs à la porte !

Qu'on ne se méprenne pas. Il ne s'agit pas ici de prendre la défense de l'Etat d'Israël, ni de l'impérialisme américain, ou autre, ni du colonialisme, mais de souligner par cet exemple extrême le caractère profond de ces signes nationalistes dont l'ambiguïté, pour ne pas dire plus, devrait sauter aux yeux de ceux qui les profèrent.

Si on peut comprendre pourquoi la « libération nationale » a des charmes pour ceux qui aspirent à devenir les futurs dirigeants des pays « libérés » (socialistes ou non), ou même pourquoi les « masses populaires » de ces mêmes pays, obnubilées par la présence d'étrangers qui possèdent qui, une usine, qui, un bout de terrain, peuvent se laisser aller à des poussées de xénophobie, il parait plus difficile de saisir pourquoi nos prétendus révolutionnaires sont toujours prêts à répéter ces slogans imbéciles.

La formule de Lénine et du président américain Wilson : « Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » fait toujours recette auprès de certains qui ne semblent guère profiter des « leçons de l'histoire » que leur ont prodiguées pourtant l'exemple des rivalités nationales européennes, et, pour s'en tenir à une liste récente et non limitative, celui de la Chine, du Viet-Nâm, du Cambodge, de l'Ethio-pie, de l'Ouganda, etc. etc.

Il devrait pourtant être bien clair pour tout le monde que ce prétendu droit des peuples, ce n'est jamais que le droit qu'on leur accorde, dans le sang, la merde et les sacrifices, de se faire exploiter par des exploiteurs bien de chez eux.

Hier, au moins en parole, on insistait sur le caractère international de la lutte des exploités, sur le caractère mystificateur des slogans nationalistes. Parce que le Capital, en dépit des oripeaux nationaux qu'il peut revêtir, est au fond unique, les prolétaires n'avaient pas de patrie. Aujourd'hui on parle de retrouver les « racines » que le capitalisme a cherché a arracher dans l'homme. Même s'il faut regretter une certaine uniformisation des comportements imposée par l'uniformité des exploitations, on ne peut s'empêcher de trouver qu'avec le triomphe du « nationalisme révolutionnaire » en tant qu'idéologie, et la renaissance des particularismes régionaux présentée comme un triomphe de l'« autonomie », il y a comme une régression, au moins au niveau de la pensée.

D.

ROCARD : L'ERE DES COMPÉTENTS ?

La thèse n'est pas nouvelle : déjà, à la fin du siècle dernier, Veblen annonçait qu'au capitalisme classique succèderait un capitalisme anonyme dominé par les « ingénieurs » qui régiraient la production et y feraient triompher la rationalité scientifique et technique (1). Burnham, lui, annonce en 1941 l'« ère des organisateurs » (2) : prenant l'exemple de l'URSS, il y voit émerger une nouvelle classe dirigeante, celle des « spécialistes », chercheurs, ingénieurs, économistes, gestionnaires, seuls capables de créer et d'organiser, de prévoir et de planifier les forces productives modernes, de plus en plus complexes et interdépendantes.

Cette thèse fut vivement critiquée. Balasz, en 1947, lui adresse trois reproches principaux (3) :
— le poids social de la classe ouvrière, est loin de diminuer au profit de cette « classe des organisateurs » ;
— cette classe n'est pas porteuse d'un nouveau type de société, d'un post-capitalisme, mais peut tout au plus pousser à un capitalisme d'Etat pour se protéger des effets des crises. Pour Balasz, d'ailleurs, l'URSS n'est en rien une société post-capitaliste, mais une société capitaliste d'Etat, un capitalisme de guerre.
— au fond, dit Balasz, même si l'économie moderne est de plus en plus compliquée, les techniques modernes de production simplifient énormément les tâches de production et, permettant la réduction massive du temps de travail direct, elles donnent la possibilité au prolétariat d'organiser lui-même la production. La complexité des forces productives ouvre la voie à la fin de la division du travail.

La cause est entendue : la « société des managers » de Burnham n'est autre que le capitalisme d'Etat, un « bas-capitalisme » selon Balasz, universellement dominant sous des formes diverses ; enfin, si la « révolution managériale » pouvait s'étendre à toute la planète, éliminant les guerres alors la production s'accroîtrait dans des proportions telles que tout « managérisme » deviendrait inutile.

COMPÉTENTS ET EXÉCUTANTS

Par des voies bien différentes, et sans aucunement se référer à Burnham, les fondateurs de la minorité « officielle » du PSU, le courant communiste autogestionnaire (4), ont abouti à une hypothèse qui rejoint celle de l'« ère des organisateurs » : qu'au capitalisme peut succéder une société qui ne soit pas socialiste, et que dans cette société fondamentalement différente la classe dominante se définirait par son monopole du savoir et de l'information nécessaires aux décisions.

Cette future classe dominante, ils l'appellent « classe compétente » : c'est en effet sa compétence — à rassembler, ordonner l'information, à créer, organiser les forces productives nouvelles — qui lui donne sa place particulière dans la production. Plus le capital se concentre, plus la gestion des entreprises devient complexe, et plus les « compétents » prennent du poids dans l'entreprise, même si le pouvoir de décision suprême appartient aux détenteurs nominaux du capital. née de la nécessité pour le capitalisme de bouleverser constamment les moyens de production, d'élever sans cesse la part du capital constant dans la production, la couche des compétents ne serait pas une simple couche intermédiaire, réduite à l'impuissance, oscillant perpétuellement entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. C'est pourquoi A. Fontaine et J. Le Menestrel (5) ont voulu rompre avec la terminologie couramment rencontrée pour la désigner, terminologie qui traduit bien l'embarras des auteurs : « nouvelle couche moyenne », « petite bourgeoisie nouvelle », « petite bourgeoisie salariée », « petite bourgeoisie technicienne ».

Au contraire, cette couche devient une classe à part entière, car elle présente trois caractéristiques :
— elle occupe une place spécifique dans le développement des forces productives ;
— Elle ne peut exister que par l'exploitation d'une classe qui lui est antagonique, la classe exécutante ;
— elle est porteuse d'une loi de production propre.

LA CLASSE MULTINATIONALE

Burnham s'est certainement trompé : en aucun cas l'URSS ne peut être considérée comme une société post-capitaliste, dont la production serait régie par une loi nouvelle, différente des lois de valorisation du capital. La production soviétique reste entièrement déterminée par l'obligation d'accumuler du capital dans tous les secteurs et le développement des forces productives y est entièrement orienté par le développement de ces forces dans les sociétés capitalistes les plus développées. On peut également remarquer que les compétents n'ont pas le pouvoir en URSS ; c'est l'appareil du parti qui tranche en dernier ressort de toutes les questions, et non les « spécialistes ». Le premier ne peut se passer des seconds et Ciliga, par exemple, montre fort bien comment s'est effectuée l'alliance de ce qu'il appelle les deux bureaucraties après la révolution de 1917 (6).

En fait, si nombre de compétents se trouvent dans les appareils d'Etat, c'est dans et par l'entreprise que leur rôle se développe. L'entreprise multinationale, par sa complexité, par la position de pointe qu'elle occupe souvent dans l'application de techniques nouvelles, est le lieu privilégié du développement du rôle des compétents. Face à un conseil d'administration où siègent les détenteurs nominaux du capital, la direction effective de l'entreprise est assurée par un nombre croissant de compétents. Ceux-ci tendent à faire prévaloir une perspective à plus long terme que celle de la distribution annuelle de dividendes : pour survivre, disent-ils, leur organisation doit s'agrandir (donc devenir plus complexe, et les compétents plus nécessaires) ; elle doit toujours mettre en chantier de nouvelles recherches, de nouvelles productions. A la rentabilité immédiate, les compétents opposent des « intérêts » à plus long terme. Bien évidemment, ils restent dominés par les impératifs du capital, et en subissent les effets. Mais, à l'intérieur comme à l'extérieur de la production, leur rôle et leur nombre se sont considérablement accrus récemment (on considère qu'en France les compétents constituent 1/10e de la population active, 1/8e des salariés).

LA DOUBLE EXPLOITATION

Le travail des compétents a pour support non pas la matière elle-même, mais l'information et les idées : leur place dans la production vient justement de leur accumulation du savoir nécessaire aux décisions. Parallèlement, de nouvelles catégories d'« ouvriers » sont nées : des « ouvriers » qui traitent non plus la matière, mais les supports de l'information (imprimés, supports mécanographiques et informatiques, télécommunications), véritables « OS du stylo ou du clavier » ; d'autres qui, détenant des connaissances théoriques parcellaires et spécialisées, jouent un rôle précis dans l'adaptation de décisions complexes prises en dehors d'eux. Ainsi, dans la production, les techniciens chargés du contrôle ou de l'entretien des machines automatiques sont de nouveaux ouvriers qualifiés dont la qualification vient non pas d'un savoir-faire manuel, mais de l'acquisition de connaissances théoriques spécialisées.

Face à la bourgeoisie, les employés et les techniciens constituent de nouvelles catégories d'exploités. Et ces exploités, tout comme les ouvriers au sens classique du terme, se trouvent en position *d'exécutants* face aux compétents.

Les compétents n'existent en effet que par leur monopole du savoir et de l'information nécessaires aux décisions ; les forces productives dont ils sont porteurs accentuent chaque jour la séparation entre ceux qui concourent à la décision, capables d'une vue d'ensemble des processus de production, et ceux qui exécutent ces décisions et dont le travail se réduit de plus en plus à une intervention simple et parcellaire dans une série d'opérations complexes sur laquelle ils n'ont aucune prise.

C'est sur cette division du travail qu'est fondée, en grande partie, la hiérarchie des salaires. Mais la classe compétente monopolise aussi dans cette division du travail l'intérêt du travail qui tient en large part à la quantité de décisions qu'il comporte.

LA PRODUCTION DE NOUVEAU

La bourgeoisie n'est pas en elle-même créatrice de nouvelles forces productives. On a assez dit comment le capitalisme entravait le développement des sciences et des techniques. Mais le capitalisme est contraint de constamment bouleverser ses moyens de production : la classe compétente est à la fois issue et porteuse de la transformation des forces productives qui rend possible ce bouleversement.

Depuis la dernière guerre mondiale, la classe compétente a eu tendance à utiliser l'Etat pour développer de nouvelles forces productives que les entreprises capitalistes ne pouvaient pas prendre en charge. Qu'on pense à l'énergie nucléaire : voici un domaine né de recherches scientifiques très récentes, dont les premières applications ont été militaires — c'est-à-dire dégagées de tout souci de rentabilité. L'étude de ses applications « civiles » a été financée par l'Etat. Le domaine de l'énergie nucléaire reste une source assez aléatoire de profit pour les entreprises capitalistes qui s'engagent dans la partie spécifiquement nucléaire de cette industrie. Mais l'ensemble du processus ayant abouti au développement de la production d'énergie nucléaire — recherche, prévision et planification, formation des techniciens et constitution des groupes industriels, décisions d'implantation, camouflage des risques — est marqué par la démarche propre à la classe compétente. les références au long terme, la complexité des techniques, le secret, la séparation absolue entre compétents et exécutants (laissés parfois dans l'ignorance des dangers qu'ils courent) (7), la rentabilité aléatoire sont autant de signes caractéristiques de l'influence des compétents, dont le nombre et le pouvoir dans une telle industrie sont proportionnels à sa complexité et à ses risques.

Car les compétents tirent leur monopole du savoir et de l'information en grande partie de la production constante de nouveau : nouvelles informations, nouvelles techniques, nouveaux critères d'organisation. Comme le dit Le Menestrel :

« ... le pouvoir du savoir comporte sa propre contradiction, son exercice nécessite non seulement que l'un sache, mais aussi que l'autre ne sache pas...

(1) Th. Veblen, « Théorie de la classe de loisir », Gallimard.
(2) J. Burnham, « L'ère des organisateurs », Calmann-Lévy.
(3) P. L. Tomori — Balasz : « Qui succèdera au capitalisme ? », - Spartacus, n° A 18. Voir aussi L. Blum. « Révolution socialiste ou révolution directoriale ? » Spartacus A 47, introduction à l'édition de 1947 du livre de Burnham.
(4) Ce courant n'a rien de commun avec les « Comités communistes pour l'autogestion » (CCA), organisation issue d'une scission du PSU.
(5) Premiers signataires des textes de ce courant.
(6) A. Ciliga, « Lénine et la révolution », Spartacus, n° B 92. voir la 3e partie, « Qui commande en URSS ? »
(7) Comme par exemple à l'usine de retraitement des déchets de La Hague.

SOMMAIRE

Michel Pichol
Les nouveaux historiens ..... p. 2
J.M. Kay
L'Ere des compétents ?
P.S.U. - Rocard ..... p. 3/4
J.M. Heinrich
Crise et révolution ..... p. 5/6
Pannekoek
5 thèses sur la lutte de classes .. p. 7
Galar
Immigration du travail,
Emigration du capital ? ..... p. 8/9
Contra a Corrente
Portugal, la réforme agraire et
l'agriculture ..... p. 10/11
Rigal
Pays arriérés et Occident ..... p. 12/13
Joao Bernardo
Lettre du Portugal - Dissidents
USA - Nouvelles d'Amérique .... p. 14
Rubak
La Nuit du 4 août - Autonomes
italiens - Le maquis de Barrême . p. 15

L'abondance des matières nous oblige à remettre au prochain n° "La montée du pouvoir syndical en Grande-Bretagne".

... par la répétition de l'action, elle devient connue tout autant du décideur que de l'exécutant ; elle disparaît donc comme décision et avec elle le pouvoir de domination qui lui était lié.

... Le propriétaire de la décision ne peut maintenir sa domination que par le « secret » ou par la production constante de nouveau. » (8)

Cette production constante de nouveau, aujourd'hui en partie entravée par les nécessités de la valorisation du capital et ses à-coups, s'accomoderait mieux d'une planification souple allouant les ressources aux différents champs d'innovation. Elle dessine la loi de production que la classe compétente pourrait imposer à la société... à condition de se débarrasser de la bourgeoisie.

LUMIERES SUR LA POLITIQUE

Le point de départ des communistes autogestionnaires du PSU est simple : « tout projet politique », disent-ils « renvoie à une couche ou à une classe particulière ». Et c'est en s'interrogeant sur la signification de leur parti, le PSU, qu'ils ont élaboré leur hypothèse.

LES REVOLUTIONS COMPETENTES

Le PSU, volontiers qualifié il y a encore quelques années de « parti d'intellectuels », s'est justement distingué du PCF et de la SFIO parce qu'il était un parti de la classe compétente. La grande majorité de ses militants s'est trouvée comme un poisson dans l'eau dans les événements de mai 68. Car mai 68 n'a pas été autre chose que la première manifestation révolutionnaire en France de la classe compétente. Qu'on se souvienne : les revendications « de participation », caractéristiques du mouvement à l'université et dans les lycées, étaient également reprises dans certains secteurs de pointe de l'industrie, mais peu dans les secteurs traditionnels ; c'est en particulier au CEA de Saclay (a) que les tentatives d'auto-organisation des services et des laboratoires sont allées le plus loin, avec l'élection des chefs et la définition autonome des tâches à accomplir. Les thèmes autogestionnaires sont resurgis après mai 68 non pas comme réactualisation d'une idéologie anarchiste, mais comme une expression d'un projet politique de la classe compétente : l'appropriation par les compétents du pouvoir de décision que conservent les détenteurs nominaux du capital.

STASICRATIE

On peut, à notre avis « exporter » cette analyse. Un exemple : vers la même époque, un mouvement analogue sur le fond a eu lieu en Tchécoslovaquie : le « printemps de Prague », c'est la lutte des compétents contre l'appareil du parti, l'alliance des compétents et d'une bonne partie des exécutants sur des thèmes d'autonomie de gestion et de déblocage rationnel des forces productives. Car les communistes autogestionnaires du PSU distinguent les compétents de l'appareil du parti qu'ils appellent « stasicratie ». La stasicratie, c'est le pouvoir de l'organisation politique, bien différent du pouvoir compétent, fondé sur le contrôle des forces productives.

L'organisation stasicratique défend ses propres intérêts, les intérêts de ses propres militants, à commencer par ceux de ses dirigeants. Une organisation centralisée, cooptant ses responsables, plaçant son propre rôle dirigeant au premier plan de son idéologie, affirmant que « la fin justifie les moyens », proclamant de temps à autre « la primauté du politique sur l'économique »... : voilà les traits propres à l'organisation stasicratique, dont le théoricien le plus éminent fut sans aucun doute Lénine, même si les précurseurs en furent peut-être... les jésuites. (10)

Mais — et c'est encore là un trait caractéristique de la classe compétente — les compétents qui étaient à la direction du mouvement de réforme tchécoslovaque se sont inclinés sans qu'il soit nécessaire pour l'armée rouge de refaire Budapest à Prague : la classe compétente, comme toute classe dominée jouissant de privilèges dans l'ordre établi, est essentiellement réformiste.

ROCARD ET GISCARD

Après 1968, le PSU a été traversé par de nombreux courants qui l'ont empêché de jouer pleinement son rôle de parti autogestionnaire de la classe compétente : des courants stasicratiques maoïsants ou trotskysants, opposés à l'autogestion, et des courants « basistes » tentant de mettre en avant les intérêts des exécutants. Ces derniers voyaient notamment dans l'adoption par la CFDT de principes autogestionnaires *et* anti-hiérarchiques l'esquisse d'une ligne autogestionnaire des exécutants : l'autogestion comme réappropriation par *tous* les travailleurs du travail intellectuel et du pouvoir de décision.

Le PSU ne deviendra unanimement autogestionnaire qu'en 1972 (11). C'est trop tard : le PS est né, il a signé le programme commun. Le PSU est largement distancé par le PS aux législatives de 1973 et, pour Rocard au moins, les jeux sont faits : c'est le PS qui deviendra le grand parti réformiste de la classe compétente.

Bien sûr, les compétents sont loin d'être tous réformistes ; on en trouve dans les groupes révolutionnaires, stasicrates ou libertaires ; mais un grand nombre, évidemment, s'aligne derrière Giscard. Le combat des multinationales à l'échelle mondiale conduit la fraction la plus dynamique du capitalisme français à accélérer la « multinationalisation » de l'économie française. Une politique favorisant les multinationales au détriment des entreprises traditionnelles a pour conséquence d'accroître le poids des compétents dans l'économie. Les compétents se divisent donc quant à leurs alliances : les « conservateurs » s'allient avec la bourgeoisie multinationale pour défendre et accroître leurs privilèges dans le système actuel ; les « réformistes » cherchent à accroître de façon décisive leur pouvoir en nouant une alliance avec les exécutants.

Le « projet » rocardien a donc deux fers au feu : d'une part, en tenant le langage du « réalisme », il cherche à attirer davantage de compétents aujourd'hui « conservateurs » vers le PS ; d'autre part, en mettant l'accent sur les transformations de l'organisation du travail et du pouvoir dans l'entreprise, il cherche à s'allier avec une partie de la CFDT, seule force où les exécutants s'expriment avec une certaine autonomie. Gageons que pour y parvenir il devra également admettre une réduction de la hiérarchie des salaires, momentanément préjudiciable aux compétents.

(8) J. Le Menestrel, « L'information, enjeu de nouvelles luttes de classes ? »

(9) CEA : commissariat à l'énergie atomique.

(10) Balasz, dans l'ouvrage cité, conseille déjà d'étudier en parallèle les ordres religieux et les partis totalitaires. Les jésuites ne devraient-ils pas observer une « obéissance de cadavre » (perinde ac cadaver) ?

(11) 8e congrès du PSU, à Toulouse, dont est issu le « Manifeste » « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », ed. Tema.

QUESTIONS ?

Nous n'avons donné ici qu'un bref aperçu des analyses des communistes autogestionnaires du PSU, sans faire état de nombreuses questions que pose leur hypothèse : capacité de la classe compétente à prendre le pouvoir ? nature de l'exploitation compétente ? déclin possible de la classe compétente sous le capitalisme ? dangers du « compétentisme » et, surprenante question qu'ils se posent eux-mêmes, nature de classe des Etats-Unis ? (domination bourgeoise ou domination compétente ?)

J. M. KAY

Si vous voulez discuter de cette hypothèse, adressez-vous à : J. Le Menestrel — 13, villa Raphael — 91800 Epinay sous Sénart.

Pour 3 F., il vous enverra également une brochure : « Historique et positions fondamentales du courant communiste autogestionnaire ».

ON PEUT LIRE

Dans les précédents numéros de la revue SPARTACUS

N° 1 : — La question nationale (Sabatier)
— Textes sur la situation portugaise après novembre 75
— La Révolution russe et les problèmes du socialisme (Rigal)

N° 2 : — L'évolution du capitalisme français (Galar)

N° 3 : — Capital monopoliste d'Etat (P. Mattick)
— Refus du travail ou lutte pour le droit à la paresse (Reeve)
— Le Mouvement en Italie

N° 4 : — Série d'articles sur la dictature du prolétariat (Galar, C. Michel)
— Les fractions révolutionnaires dans la 1re Internationale

N° 5 : — La réforme agraire au Portugal (P. Panice)
— Bloc russe, crise et militarisation (Galar)
— Sur la méthode de Marx (C. Berger)

N° 6 : — Espagne, émergence de tendances révolutionnaires en milieu ouvrier (Jorge)
— Textes sur la répression d'Etat à Cuba et au Cambodge (Reeve et Sabatier)
— *Le Réfractaire*, inédit de Prévert
— Polémique sur la dictature du prolétariat (Camatte, Bricianer)

N° 7 : — Sur le Programme commun (J.M. Kay)
— Textes sur l'euro-communisme (Rigal, Jorge)
— L'écologie politique (J.M. Kay)
— Textes sur la situation en Irlande (Perraudeau) et au Portugal (J. Henriques)

N° 8 : — La Chine de Gang en Teng
— Discussion sur le syndicalisme
— Sur Pannekoek (S. Bricianer)
— Lénine contre Marx (C. Berger)
— La querelle PCF et PS (Rigal)
— La conception matérialiste de l'Histoire (G. Plékhanov)

N° 9 : — Politique de sacrifices et luttes ouvrières en Italie
— Sur la conjoncture mondiale (Rigal)
— L'Europe de l'Est et le commerce mondial (H. Simon)
— L'Espagne : la CNT et l'autonomie (C. Reeve)

N° 10 : — Autopsie de la "Nouvelle Philosophie" (C. Berger)
— Plan Barre : le capital sans fard (Galar)
— Italie, lettres et discussions
— Aux origines de la gauche allemande (Sabatier)

N° 11 : — La montée du pouvoir syndical en Grande-Bretagne (G. Vignola)
— Interview avec Paul Mattick
— Sur le droit à la paresse (Rubak)
— Réforme agraire au Portugal (Contra a corrente)

CRISE ET RÉVOLUTION

1. Le paradoxe apparent.

Les théoriciens qui ont maintenu la problématique révolutionnaire pendant la période historique précédente, celle de l'euphorie bourgeoise de la «croissance» (1945-67), ont su montrer que cette expansion économique, qui était aussi extension du mode de production capitaliste, ne résisterait ni à la montée des luttes ouvriéres qui se dégageaient peu à peu de l'encadrement social-démocrate ou des manipulations des staliniens, ni à l'insatisfaction profonde provoquée par une organisation sociale subordonnée au triomphe de la marchandise. De plus les «économistes du développement» avaient mis à jour la fragilité d'une «prospérité» qui se construisait sur un ravage du Tiers-Monde qui ne pouvait pas ne pas déboucher sur des réactions violentes grippant les mécanismes de l'exploitation mondiale.

Les conditions de la crise ont fait leur œuvre, des grèves sauvages à mai 68 et à la crise dite du pétrole, en passant par quelques révoltes antibureaucratiques; toutefois nulle part encore le mouvement révolutionnaire n'a su s'affirmer et se maintenir, c-à-d. produire de nouveaux rapports de production, de nouveaux rapports sociaux, un nouvel espace, liquider l'Etat... etc... Aucune brèche n'a été élargie, aucun mouvement n'a débouché sur une organisation autonome durable du prolétariat capable de créer un pôle d'attraction autre que les bureaucraties traditionnelles, et d'éliminer celles-ci.

2. Les éléments du paradoxe: la crise comme péripétie de l'adaptation du capitalisme.

Les théoriciens marxistes, dont la plupart sont passés au service des ordres établis (Etats, PC, partis sociaux-démocrates, fondations et centres de recherche...) ont mis en avant la notion de crise de restructuration ou d'adaption du capitalisme, autonomisant le mouvement du capital et fétichisant l'action des pouvoirs bourgeois, et prétendant expliquer ainsi l'absence d'un mouvement révolutionnaire. Contre cette attitude, il ne s'agit pas de retomber dans le mythe de la crise générale et décisive, mais de comprendre que les contradictions et les luttes qui ont provoqué la crise la traversent, la conditionnent et peuvent provoquer des ruptures, et d'agir en conséquence.

La notion de «crise structurelle» désigne tout au plus un niveau de la crise, ou plutôt un secteur: à savoir ce qui se passe à l'intérieur du champ économique autonomisé. Et en effet, si la position déterminante de l'économique n'est pas mise en question par les luttes des forces anti-capitalistes, une restructuration et une recomposition de l'ensemble de la praxis sociale sera possible à partir d'une économie capitaliste régénérée.

3. Les éléments du paradoxe: l'extension mondiale des perspectives révolutionnaires.

Les marxistes tiers-mondistes fournissent une autre explication de l'apparente absence d'un mouvement révolutionnaire qui est tout autant vraie et fausse que la précédente: l'extension mondiale du capitalisme ayant déplacé les contradictions les plus intenses à la périphérie, le mouvement révolutionnaire doit être cherché là-bas; toutes les considérations européennes sur la lutte des classes actuelle ne sont que preuve de myopie ethnocentrique.

S'il est vrai que la forme des luttes est plus intense (Afrique du Sud, Iran, Nicaragua pour les plus récentes) — la violence concentrée correspondant à l'archaïsme des méthodes de domination — il est vrai aussi que les formes de la conscience de classe et les solutions politiques proposées ou appliquées par les révolutionnaires officiels reproduisent les aspects les plus déconsidérés par l'histoire du mouvement prolétarien (concentration des pouvoirs, alliances aberrantes, terreur, nationalisme... cf. le Cambodge, l'Ethiopie).

4. Les éléments du paradoxe: la décomposition théorique.

Si la rupture révolutionnaire est son affirmation en acte, l'un des moments de l'existence du mouvement révolutionnaire est son affirmation et sa reconnaissance théorique. *Les défaites prolétariennes du premier quart de siècle plus ancore que les conceptions organisationnelles kautskistes et léninistes ont déterminé une séparation entre l'élément théoricien du mouvement révolutionnaire et les acteurs historiques du prolétariat.* Cette séparation qui reflétait l'aliénation du mouvement révolutionnaire n'a pas encore été résorbée: après avoir permis la transformation de la pensée marxiste en démarche scientifique susceptible d'améliorer l'efficacité des sciences de la domination sociale et en idéologie politique fournissant un langage aux partis prétendument «ouvriers», l'autonomisation de la théorie et son accaparement par une couche parasitaire du mouvement révolutionnaire (l'«élite» (!) universitairo-culturelle) interdisent quasiment la compréhension de la nouveauté de la «guerre sociale» aujourd'hui; en effet toutes les puissances contre-révolutionnaires ont intérêt à maintenir les représentations révolutionnaires les plus éculées (construction ou renforcement du parti, alliance de classes, insurrection ouvrière et paysanne etc...) et à constater dès lors triomphalement que la révolution n'est pas à l'ordre du jour et que si elle l'était, cela représenterait un destin des plus funestes. Le consensus autour de cette image de la révolution est si bien établi que certains peuvent se donner à peu de frais le frisson de la nouveauté et de la quasi-hérésie en proposant cent ans après les lassaliens de faire la révolution avec... le bulletin de vote. Complémentaires et symptômatiques de cet archaïsme, les avatars modernistes de la prétendue volonté de transformation radicale (la révolution écologique, libidinale, sémiologique, désirante, nouvelle-philosophique...) ne méritent même pas la critique car leur obsolescence en tant que marchandise publicitaire nous en débarrasse avant même qu'elles puissent se cristalliser en idéologie.

5. La conception marxiste de la révolution: la «longue marche» de la bourgeoisie et 1789.

Si la théorie de la révolution en est un moment essentiel, si les héritiers du marxisme se montrent incapables de la développer, il faut en revenir à Marx lui-même. Celui appuie son analyse sur l'exemple historique de la bourgeoisie, «la seule classe révolutionnaire qui ait jamais vaincu». Or, pour que la bourgeoisie puisse devenir son seulement la classe dominante au sens ancien, mais surtout la classe capable d'organiser l'ensemble de la société selon ses impératifs économiques et ses perspectives idéologiques, il lui a fallu plusieurs siècles et une infinité de conflits parcellaires pour liquider les formes féodales de la propriété et la communauté paysanne, puis son propre instrument les corporations, pour instaurer de nouveaux rapports de production et d'échange, pour investir l'Etat et les institutions... etc... Par contre la Grande Révolution de 1789 qui a été pour Marx jusqu'à la Commune de Paris le modèle du soulèvement révolutionnaire, a certes rendu irréversible la victoire de la bourgeoisie française, mais n'est pas dépourvue d'ambiguïté pour autant: en particulier elle installe pour un siècle et demi la petite bourgeoisie et surtout la paysannerie dans une position gênante pour le développement du capitalisme français.

6. La conception marxiste de la révolution: la prolétarisation de la société et la constitution du prolétariat en acteur historique.

Marx voyait dans la prolétarisation rapide de la majeure partie de la société qui est inéluctablement liée à l'accumulation du capital, dans l'homogénéisation des conditions d'existence et dans l'intensité de l'exploitation, les conditions qui permettraient d'abréger la période historique de la montée du prolétariat. Ce raccourcissement n'impliquait pas cependant que la liquidation de la bourgeoisie se fasse uniquement par une insurrection prolongée. Marx envisageait des tactiques politiques diverses. Toutefois la classe ouvrière et les autres couches qui lui sont proches par leurs conditions de vie et par leur efficience sociale (les employés techniciens, petits fonctionnaires, petits paysans, intellectuels déclassés) ne se transforment en un prolétariat révolutionnaire qu'en s'attaquant à l'ordre social dans son ensemble au nom de leur intérêt propre et de celui de l'humanité entière, qu'en visant la suppression des conditions qui engendrent l'existence même des classes (la propriété, l'Etat, le salariat... etc.), et donc leur abolition. C'est alors et alors seulement que le prolétariat existe comme acteur historique positif.

7. Le point aveugle de la conception marxiste: les effets de la représentation politique de la classe ouvrière (et des autres classes opprimées).

La constitution du mouvement ouvrier fit émerger des formes organisationnelles très diverses, des sociétés secrètes aux syndicats de masses. Toutefois, malgré sa critique de l'Etat où l'on voit bien le représentant s'autonomiser, puis se subordonner la société qui le produit, Marx ne s'est pas suffisamment méfié de la forme politique de l'organisation du mouvement révolutionnaire : le parti qui se dit ouvrier. Or celui-ci, avant même que de conquérir l'Etat va se subordonner toutes les autres formes d'organisation sous prétexte d'unifier le prolétariat, puis se subordonner la classe elle-même dont il se voudra l'éducateur et l'organisateur à l'intérieur, le représentant et le gestionnaire de ses intérêts et de ses capacités de lutte à l'extérieur.

8. le caractère actuel de la lutte des classes.

Dans les pays capitalistes développés, la forme actuelle des luttes prolétariennes est déterminée par un double échec séculaire: celui du mouvement révolutionnaire lui-même (en particulier autour de 1920 et 1936) trahi, perdu ou liquidé par ses représentants politiques pendant l'affrontement avec la bourgeoisie; celui des mêmes représentants institutionnels de la classe ouvrière qui le plus souvent n'ont pas réussi à conquérir le pouvoir ou à s'y maintenir. La classe ouvrière va rester pendant longtemps sur la défensive (en particulier dans

la lutte antifasciste, dans la défense des droits acquis) ce qui est la situation la plus avantageuse par l'ambiguïté qu'elle permet pour ses représentants politiques qui peuvent y déployer leur double caractère à la fois conservateur et offensif, conforté et combattu par la bourgeoisie.

A la faveur d'un renouveau des luttes, de l'accession au pouvoir de quelques partis sociaux-démocrates et grâce aux révoltes ouvrières des pays dits socialistes, les masques sont tombés : *la principale activité historique du prolétariat pendant ces dernières années a été la reconquête de son autonomie vis-à-vis de ses propres représentants politiques et syndicaux à l'occasion des conflits les plus durs menés contre la bourgeoisie et l'Etat.* Cette reconquête n'est pas achevée, mais elle a fait ses effets : elle correspondait à une lame de fond anticapitaliste qui a mis le système tout entier en crise. Pour le moment, cependant, seuls les aspects négatifs de cette autonomie se manifestent : dispersion des conflits, hétérogénéité des buts, diversité des formes de lutte. Or le mouvement anticapitaliste et antibureaucratique ne deviendra révolutionnaire qu'unifié autour de perspectives conscientes : l'absence de celles-ci est à la fois symptôme et élément de l'inachèvement de cette reconquête, et de l'affirmation révolutionnaire du prolétariat. En effet, comme Marx l'a bien compris, la conscience de classe du prolétariat doit être théorique, pour autant que celui-ci porte l'intérêt général et la vérité révolutionnaire. Toute idéologie, qu'elle soit révolutionnaire, réformiste ou conservatrice, dessert le prolétariat car elle ne porte que l'intérêt partiel de ceux qui prétendent gérer sa force de rupture révolutionnaire.

9. Maintien de la scission théorie/pratique.

Les classes ou fractions de classes aux intérêts révolutionnaires restent pour l'essentiel encore séparées de leur théorie, ce qui ne signifie pas pour autant que celle-ci existe indépendamment et doit être apportée de l'extérieur au prolétariat comme un savoir ou un enseignement. Au contraire la théorie révolutionnaire coupée du champ des luttes sociales ne peut que dégénérer rapidement en idéologie de domination ou plus fréquemment encore, à l'ère du spectacle, en marchandise. Cependant, des penseurs isolés qui ont su maintenir des exigences théoriques radicales et donc éviter l'inféodation aux organisations étatiques et l'absorbtion dans les circuits de la pensée marchande peuvent espérer agir comme mémoire et comme explorateur des possibles sans que cela ne leur confère de droits quelconques, ni de garanties théoriques ou d'avantages pratiques. En effet, *l'isolement doublement entretenu par l'absence d'un mouvement révolutionnaire organisé et par l'omniprésence du spectacle politique et culturel implique la perpétuelle remise en cause critique d'une pensée qui se veut radicale.* Seule une pensée qui émergera comme conscience révolutionnaire du prolétariat en lutte échappera à la double limitation d'un prolétariat sans théorie et d'une théorie sans prolétariat.

10. La crise comme effet de la lutte mondiale des classes.

Sans attendre cependant, l'analyse de la crise actuelle doit être tentée afin d'en dégager les perspectives révolutionnaires qui ne sont pas automatiques, mais probables et afin de soumettre à la critique les «solutions» illusoires avant même qu'elles ne puissent se mettre en place. Ce qu'on appelle crise apparaîtra comme le moment de condensation des affrontements de classes à l'échelle mondiale : les bourgeoisies capitalistes et les bourgeoisies d'Etat (bureaucraties) ont une stratégie mondiale depuis leur expansion impérialiste (surtout depuis 1945); les bourgeoisies capitalistes ont contraint les couches paysannes qui voulaient résister à leur exploitation et à leur élimination tendancielle, à penser mondialement : elles ont produit une classe ouvrière à l'échelle mondiale soit en transférant la main-d'œuvre dans les centres, soit en implantant des industries à la périphérie. Conscientes de jeter les bases d'existence d'un prolétariat révolutionnaire mondial, elles font tout pour retarder son émergence en accentuant au maximum les différences et en attisant les conflits dans et entre les classes potentiellement révolutionnaires (différences nationales, raciales, inégalités économiques, divergences entre les fractions de classe) ; elles vont même jusqu'à soutenir des bureaucraties étatiques-militaires décorées du label «progressistes» qui ont le principal avantage de limiter les mouvements d'émancipation à un cadre étroitement national, ce qui permet par la suite, les moments d'effervescence passés (et les révolutionnaires authentiques liquidés), d'entamer de fructueuses négociations d'Etat à Etat. Malgré cela, les pressions convergentes des classes exploitées et dominées sur l'ensemble de la planète obligent maintenant le capitalisme à modifier son système d'accumulation, modification qui se traduit par une «crise économique» (qui correspond certes à une inadaptation temporaire des mécanismes économiques, mais qui sert aussi à dégager des ressources sur le dos du prolétariat et à éliminer des éléments précapitalistes et capitalistes dépassés, et enfin et surtout représente une des plus puissantes armes de dissuasion dans la stratégie de classe de la bourgeoisie). Le système de domination centré sur l'Etat national ne sortira pas indemne de cette «modernisation» nécessaire.

A partir de là, une course de vitesse est engagée, qui sera déterminante : soit le prolétariat retrouvera sa vocation internationaliste et sera en mesure de s'unifier et d'affronter la bourgeoisie au niveau mondial en tant qu'acteur historique autonome luttant contre tous les pouvoirs, soit la bourgeoisie réussira à produire un nouveau modèle d'accumulation éliminant une partie de ses anciennes contradictions et rationalisant l'exploitation de et sur toute la planète, gagnant un nouveau répit historique.

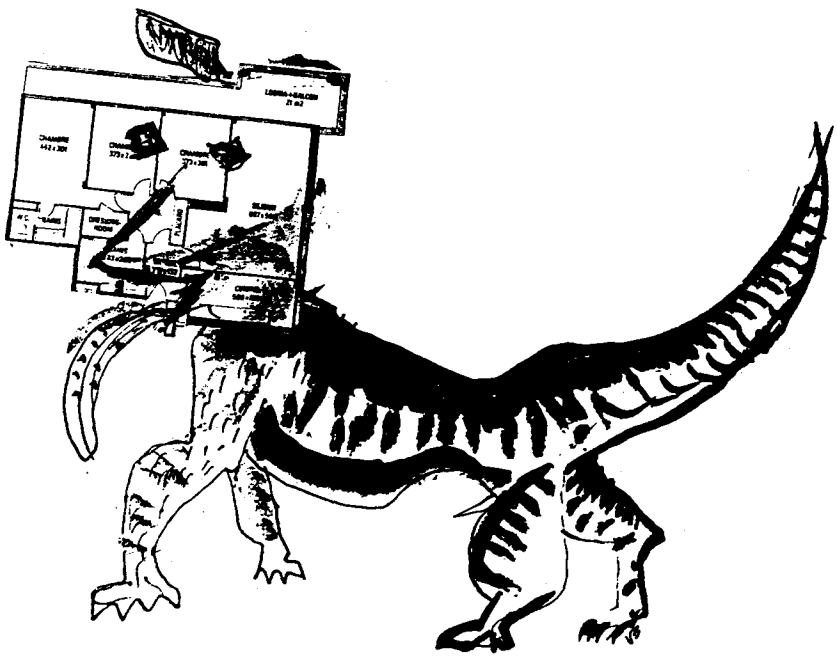
11. Perspectives sur la rupture révolutionnaire au niveau national.

Sur le plan national, il ne peut plus s'amorcer qu'une rupture révolutionnaire dont la vocation est de s'élargir, faute d'être rapidement résorbée. Telle est la leçon évidente de toutes les poussées révolutionnaires récentes (France, Tchécoslavaquie, Chili, Pologne, Portugal... etc...). Le mouvement révolutionnaire ne peut moins que jamais se fixer d'objectifs définitifs à ce niveau et est donc forcé de rompre avec tout fétichisme étatique ; tant que le cadre politico-économique et les traditions de luttes sont suffisamment fortes pour maintenir le mouvement à ce niveau, le seul objectif révolutionnaire ne peut être que la déstabilisation, la fragilisation de toute solution bourgeoise, bien plus que la recherche de l'affrontement décisif. Le prolétariat italien illustre bien cette position. Pour franchir ce seuil, plusieurs conditions paraissent nécessaires :

1. un affaiblissement économique des formations capitalistes centrales limitant ainsi la marge de manœuvre de leurs bourgeoisies, en particulier vis-à-vis du tiers-monde (ce qui condamne toute politique de compromis visant à rétablir l'économie nationale : austérité, lutte anti-inflation...)
2. une paralysie des bureaucraties soviétiques et chinoises, ce qui les rendra incapables de profiter de la situation (ce qui implique le soutien actif aux oppositions en particulier ouvrières, mais aussi démocratiques, dans ces pays et ceux qu'ils contrôlent).
3. l'affaiblissement de l'Etat national, en particulier l'existence de crises institutionnelles notables (ce qui condamne toute politique de sauvetage ou de restauration de l'Etat style PCI ou CERES, sans se leurrer toutefois sur les manœuvres anti-étatiques de la bourgeoisie elle-même).
4. la déconsidération des représentants institutionnels du prolétariat et surtout de leurs formes d'organisation (ce qui implique la mise en place de nouvelles formes d'organisation permettant des communications transversales au sein des classes en lutte, et le passage en souplesse du local au mondial).
5. une conscience de classe anti-économiste (ce qui implique une rupture avec le discours dominant au sein de la classe ouvrière, imposé à la fois par ses représentants, par l'Etat et par le mode de vie dominant).
6. une volonté de propagation révolutionnaire (ce qui implique la fin des précautions diplomatiques et la capacité d'assumer des risques sachant qu'il n'y aura aucun «acquis» révolutionnaire si ce n'est ceux du prolétariat mondial).

Si les conditions n'existent pas, il faut les créer.

J.-M. HEINRICH



Anton PANNEKOEK

Cinq thèses sur la lutte de classe

Anton Pannekoek (1873-1960), astronome hollandais, est l'un des principaux théoriciens, avec Rosa Luxembourg, du courant d'extrême-gauche du marxisme avant la première guerre mondiale. Il participe ensuite au mouvement des communistes-de-conseils (partisans d'une société fondée sur les conseils ouvriers, par opposition aux communistes-de-parti, avocats de la dictature du parti sur le prolétariat). Il a laissé deux ouvrages fondamentaux :

Dans l'un, Lénine philosophe *(Spartacus B 34), il montre le caractère bourgeois, dans les conditions spécifiques de la Russie, de la philosophie de Lénine et de la révolution bolchevique.*

Dans l'autre, Les Conseils Ouvriers *(Bélibaste il analyse l'ennemi de classe, le capitalisme moderne, et cherche à dégager de l'expérience des luttes ouvrières les lignes de force d'une société nouvelle.*

Les thèses ci-dessous tirent les conséquences d'un siècle de luttes de classe.

1

En un siècle de croissance, le Capitalisme a énormément accru sa puissance, non seulement en s'étendant à la terre entière, mais aussi en se métamorphosant.

De même, la classe ouvrière a augmenté en puissance, en nombre, en concentration, en organisation. Contre l'exploitation capitaliste, pour la maîtrise des moyens de production, sa lutte se développe sans trêve, et doit se développer, sous des formes nouvelles.

Le développement du capitalisme a, dans les branches principales de la production, concentré le pouvoir dans les mains des grands trusts et monopoles. Ceux-ci sont intimement liés au pouvoir étatique et le détiennent en fait. Ils contrôlent la plus grande partie de la presse et façonnent l'opinion publique. La démocratie bourgeoise s'est révélée le meilleur camouflage de cette domination politique du grand capital. Simultanément se fait jour, dans la plupart des pays, une tendance à utiliser le pouvoir organisé de l'Etat aux fins de concentrer en ses mains la direction des industries clés, début de l'économie planifiée. En Allemagne hitlérienne, une économie dirigée par l'Etat avait soudé direction politique et gestion capitaliste en une classe unique. En Russie, où règne le capitalisme d'Etat, la bureaucratie exerce collectivement son pouvoir sur les moyens de production et se soumet par la dictature les masses exploitées.

2

Le socialisme, présenté comme but de la lutte ouvrière, n'est en fait que l'organisation de la production par le gouvernement. C'est le socialisme d'Etat, la direction de la production par les fonctionnaires d'Etat, l'autorité des directeurs, des savants, des cadres dans l'usine.

Dans l'économie socialiste, ce corps forme une bureaucratie bien organisée qui est directement le maître du processus de production. Il dispose de la totalité de la production et détermine quelle partie doit être affectée aux travailleurs sous forme de salaires, gardant le reste pour les besoins généraux et pour lui-même. En régime démocratique, les travailleurs peuvent choisir leurs maîtres mais ne sont pas eux-mêmes maîtres de leur travail ; ils ne reçoivent qu'une partie de ce qu'ils produisent et cette partie leur est attribuée par d'autres ; ils sont encore exploités et doivent obéir à la nouvelle classe dirigeante. Les formes démocratiques censées accompagner ce système, aujourd'hui ou demain, ne modifient en rien sa structure fondamentale.

Le socialisme fut proclamé but de la classe ouvrière à une époque où celle-ci, lors de son apparition, sans force, incapable de conquérir par elle-même la direction des usines, se mit à rechercher dans les réformes sociales la protection de l'Etat contre la classe capitaliste. Les grands partis politiques qui firent leurs ces buts, les partis travaillistes et social-démocrates, se transformèrent en instruments d'embrigadement de la classe ouvrière au service du capitalisme, tant dans ses guerres pour la conquête du monde que dans sa politique intérieure du temps de paix. On ne peut même pas dire que le gouvernement travailliste anglais soit socialiste : son œuvre n'est pas la libération des ouvriers mais la modernisation du système capitaliste. En faisant disparaître les ignominies criantes, en comblant certains retards de celui-ci, en introduisant le contrôle de l'Etat pour préserver et garantir les profits, il renforce la domination du Capital et perpétue l'exploitation des travailleurs.

3

L'objectif de la classe ouvrière est de s'affranchir de l'exploitation. Ce but n'est pas et ne peut être atteint par une nouvelle classe dirigeante se substituant à la bourgeoisie. Il ne peut être atteint que si les ouvriers eux-mêmes deviennent maîtres de la production.

Les ouvriers maîtres de la production, cela signifie, en premier lieu, que dans chaque usine, dans chaque entreprise, l'organisation du travail est l'œuvre du personnel. Au lieu d'être édictées par un directeur et ses subalternes, les règlementations sont décidées par l'ensemble des travailleurs. Cet ensemble, qui comprend tous ceux qui prennent part à la production, décide, dans ses assemblées, de tout ce qui touche au travail commun. Ceux qui ont à effectuer un travail doivent aussi en avoir la direction, en prendre la responsabilité, dans les limites de l'ensemble ; cette règle peut être appliquée à toutes les branches de la production. Elle implique que les travailleurs créent leurs organes pour regrouper les entreprises séparées en une entité organique de production planifiée. Ces organes sont les *Conseils Ouvriers.*

Les Conseils Ouvriers sont des corps de délégués, mandatés par le personnel des diverses usines, ou sections de grandes entreprises, comme porte-parole de ses intentions, de ses opinions, pour discuter les affaires communes, prendre des décisions et en rendre compte à leurs mandants. Ils définissent et édictent les différentes règles et, unifiant les diverses opinions en une position commune, ils relient entre elles les unités séparées, en font un ensemble bien organisé. Ils ne forment pas un comité directeur permanent, ils sont révocables à tout moment. Leurs premiers germes firent leur apparition au début des révolutions russe et allemande *(Soviet* et *Arbeiterräte).* Ils doivent jouer un rôle de plus en plus grand dans les futurs accomplissements de la classe ouvrière.

4

Jusqu'à présent les partis politiques ont rempli deux fonctions. En premier lieu, ils aspirent au pouvoir politique, à la domination de l'Etat, à la prise en main du gouvernement, à l'utilisation de ce pouvoir pour mettre en pratique leurs programmes. En second lieu, ils doivent, dans cette intention, gagner la masse des travailleurs à leurs programmes : leur enseignement prétend éclairer les ouvriers, leur propagande cherche tout simplement à les transformer en troupeau de moutons.

Les partis ouvriers ont pour but la conquête du pouvoir politique, afin de gouverner dans l'intérêt des travailleurs et, plus particulièrement, d'abolir le capitalisme. Ils affirment être l'avant-garde de la classe ouvrière, sa partie la plus clairvoyante, capable de diriger la majorité inorganisée de la classe, d'agir en son nom, de la représenter. Ils prétendent pouvoir affranchir les ouvriers de l'exploitation. Une classe exploitée ne peut cependant être affranchie par un simple vote ou par la simple arrivée au pouvoir de nouveaux gouvernants. Un parti politique ne peut apporter la liberté : vainqueur, il amènera seulement de nouvelles formes d'asservissement. Les masses laborieuses ne peuvent gagner leur liberté que par leur propre action organisée, qu'en prenant leur sort entre leurs mains, que par un effort de toutes leurs facultés en vue de diriger et organiser elles-mêmes leur combat et leur travail au moyen de leurs Conseils.

Aux partis incombe alors la deuxième fonction, c'est-à-dire diffuser les idées et les connaissances, étudier, discuter, formuler les idées sociales et, par la propagande, éclairer l'esprit des masses. Les Conseils Ouvriers sont les organes de l'action pratique, de la lutte de la classe ouvrière ; aux partis revient la tâche d'en construire la force spirituelle. Leur travail est une partie indispensable de l'auto-émancipation de la classe ouvrière.

5

La forme la plus énergique de la lutte contre la classe capitaliste est la grève. Les grèves sont plus que jamais nécessaires pour lutter contre la tendance des capitalistes à augmenter leurs profits en abaissant les salaires, en accroissant durée et intensité du travail.

Les syndicats, instruments de la résistance organisée, se sont formés en faisant appel à la solidarité et à l'aide mutuelle. Le développement du « big business » a considérablement accru la puissance du Capital, si bien que les ouvriers ne peuvent éviter l'aggravation de leur condition que dans des cas particuliers. Les syndicats se transforment en instruments de médiation entre capitalistes et ouvriers. Ils signent des pactes avec les employeurs et cherchent à les imposer aux ouvriers souvent récalcitrants. Les dirigeants des syndicats aspirent à se faire reconnaître partie de l'appareil du pouvoir du Capital et de l'Etat qui domine la classe ouvrière. Les syndicats deviennent des instruments du capital monopoliste qui s'en sert pour imposer ses conditions aux travailleurs.

Dès lors, le combat de la classe ouvrière, prend de plus en plus la forme de grèves sauvages : explosions spontanées et massives d'un esprit de résistance longtemps réprimé, actions directes où les ouvriers prennent en main leur lutte, abandonnant syndicats et dirigeants.

L'organisation du combat est faite par les comités de grève, délégués des grévistes choisis et mandatés par le personnel. La discussion au sein de ces comités permet aux ouvriers de réaliser leur unité d'action. L'extension de la grève à des masses de plus en plus grandes est la seule tactique appropriée pour arracher des concessions aux capitalistes mais elle est aux antipodes de celle des syndicats qui est de limiter la lutte et d'y mettre fin dès que possible. Ces grèves sauvages sont, aujourd'hui, les seules formes réelles de la lutte de classe des ouvriers contre le Capital. C'est ainsi qu'il affirment leur liberté, choisissent et dirigent eux-mêmes leurs actions, ne subissent pas la direction de puissances qui leur sont étrangères et dont les intérêts sont autres.

Ceci montre l'importance pour le futur de ces conflits de classes. Quand les grèves sauvages prennent une extension de plus en plus grande, elles voient se dresser contre elles toute la puissance physique de l'Etat. Elles ont alors un caractère révolutionnaire. Lorsque le capitalisme se transforme en un gouvernement mondial organisé (jusqu'à maintenant il est formé de deux puissances concurrentes qui menacent l'humanité de destruction totale), la lutte de la classe ouvrière pour la liberté devient une lutte contre le pouvoir de l'Etat. Ces grèves prennent le caractère de grandes grèves générales. Les comités de grève doivent alors remplir des fonctions générales, politiques et sociales, c'est-à-dire remplir le rôle de Conseils Ouvriers. La lutte révolutionnaire pour la domination de la société devient alors une lutte pour la gestion des usines, et les Conseils Ouvriers, organes de lutte sont transformés du même coup en organes de production.

La crise économique, bien que relativement contrôlée, en ce sens qu'elle n'a pas produit — pas encore ? — les effets catastrophiques que par analogie avec le passé certains attendaient, n'en dure pas moins, sans que rien ne permette de penser qu'elle puisse être surmontée. Le chômage en conséquence persiste et s'aggrave. Cette dégradation du marché de l'emploi, comme diraient les économistes, a renforcé l'hostilité, souvent nettement raciste, contre le travail immigré, sur le thème « le travail aux Français ».

Si légitime soit l'indignation suscitée par des discours et une idéologie qui ne sont que la caution des ratonnades et autres violences à l'encontre des travailleurs immigrés, un point de vue de classe ne peut ni se satisfaire ni se limiter à une dénonciation humaniste. Il convient d'abord de mesurer et comprendre le phénomène du travail migrant, de le replacer dans le mouvement du capital, d'apprécier dans cette perspective les politiques bourgeoises à son égard et sa place dans la lutte de la classe ouvrière.

QUELLE IMMIGRATION ?

En Europe occidentale c'est principalement après la Guerre et surtout au début des années soixante que l'immigration a pris toute son ampleur. Si nous regroupons les principaux pays « d'accueil » (R.F.A., France, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg) le nombre des travailleurs immigrés (actifs) était de 1.424 millions en 1960 — dont 66% en France — et de 6,440 millions en 1973 — dont 31% en France. Cette année 1973 marqua de fait l'apogée du phénomène, des mesures restrictives ayant alors été prises (nous y reviendrons) dans la plupart des pays européens.

Si nous nous attachons plus spécifiquement à la France nous voyons que le nombre d'actifs étrangers est de l'ordre de 1,9 millions, soit guère plus qu'en 1931 : mais la composition et le rôle de cette main d'œuvre ont notablement évolué. Son origine d'abord : les Polonais, les Italiens et les Espagnols ont vu leur nombre largement décroître soit par retour, soit par naturalisation ; à l'inverse les Portugais, les Marocains et les Algériens ont connu une forte croissance. Leur implantation géographique ensuite : 60% des immigrés sont concentrés dans la région parisienne et dans les régions Rhône-Alpes et Provence-Côte d'Azur. Leur répartition professionnelle et leur qualification enfin : les immigrés sont particulièrement nombreux (par ordre croissant de 21 à 38% de la main d'œuvre) dans la production et première transformation des métaux, le caoutchouc, la construction automobile, l'hygiène, les bâtiment et génie civil (1), par ailleurs 91% sont ouvriers dont 60% manœuvres ou OS.

Ces chiffres doivent cependant être affinés. Si 1,9 millions de travailleurs représentent 8% de la population active, le nombre total des étrangers 4 millions. Cela signifie une tendance au regroupement familial, une diminution des taux de retour et une fixation dans le pays hôte. Dès lors on constate que plus l'immigration est ancienne plus la qualification s'élève, et ce a fortiori quand on distingue entre la « primo-immigration », c'est à dire la première génération, et la ou les génrations suivantes. En même temps s'observe un mouvement vers une moindre concentration régionale. Néanmoins, même si m'immigration, comme tout phénomène social, est diverse et évolutive, donc résistante aux trop grandes généralisations elle n'en présente pas moins des traits distinctifs, l'un des principaux semblent être la « segmentation » du marché du travail, c'est à dire un cloisonnement entre des emplois pour immigrés et pour nationaux.

(1) Notons au passage que cette répartition varie selon les pays européens et on peut douter qu'il y ait des métiers par « nature » pour immigrés.

Les révoltes logiques

n° 7 — ETE 1978
15 F.

Pierre Saint-Germain et Michel Souletu :
Voyage à Palente
Jean Barreil : Circulations et Rassemblements
Jacques Rancière :
Le bon temps ou la barrière des plaisirs.

SUREXPLOITATION OU PROLÉTARISATION ?

Le coût de main d'œuvre immigrée, au sens de la rémunération de la force travail (salaire direct et indirect) a fait récemment l'objet dans la presse bourgeoise d'appréciations contradictoires, à la suite de la publication de deux études, l'une réalisée par la Direction de la Prévision du Ministère des Finances, « les effets de l'immigration sur certains aspects du développement économique et social », l'autre, pour la Commission des Finances de l'Assemblée nationale, par la S.E.M.A., sur « le coût social des travailleurs étrangers en France ». Dans la presse gauchiste par contre la cause est depuis longtemps entendue : les travailleurs immigrés sont surexploités, perçoivent des salaires de misère et assurent au capital des surprofits qui furent le moteur de sa croissance ; quant à la classe ouvrière française elle est souvent qualifiée globalement « d'aristocratie ouvrière ». Or l'examen des faits, même dans la limite des informations disponibles, ne concorde aisément ni avec les conclusions des uns ni avec celles des autres.

Les salaires directs d'abord. Si en premier lieu nous examinons les coûts salariaux des ouvriers par branches industrielles on peut remarquer que les branches qui emploient la plus forte proportion de travailleurs immigrés se trouvent au niveau moyen (industrie automobile, transformation des métaux) ou très légèrement en dessous (bâtiment, caoutchouc). Les coûts salariaux les plus faibles se constatent dans des industries telles que le textile, l'habillement, l'alimentaire où la main d'œuvre est plus féminine qu'immigrée. Il est frappant de noter que dans les secteurs à hauts salaires (énergie) la part de la main d'œuvre féminine est aussi faible que celle des immigrés, en outre décroissante ; dans les secteurs aux plus bas salaires (industries alimentaires et industries de consommation) par contre la part de main d'œuvre féminine est très élevée — de 50 à plus de 60% — alors que celle des immigrés reste réduite. En fait les travailleurs immigrés se groupent dans les branches à salaires moyens (industries d'équipement et industries intermédiaires) où la main d'œuvre féminine, en légère progression, tourne autour de 20%. Plus généralement les salaires, toutes catégories confondues, sont d'autant plus élevés que le secteur est plus concentré et la composition du capital plus forte. Or ce ne sont dans ces secteurs, en excluant à une extrême l'énergie à haute intensité capitalistique et à faible emploi d'immigrés, et à l'autre extrême le bâtiment à faible intensité capitalistique et forte utilisation d'étrangers, que se rencontre la majorité de la main d'œuvre migrante, dont le nombre a tendance à augmenter avec la taille des entreprises.

Si nous nous attachons, en second lieu, plus spécifiquement au *niveau* des salaires des étrangers en France nous sommes amenés à des observations paradoxales. Sur l'ensemble de la population salariée le salaire moyen des étrangers est de 17,4% inférieur au salaire moyen des Français. Mais ce chiffre qui intègre les cadres de tous niveaux, les employés etc... n'a qu'une signification relative. Si nous poussons l'examen à chaque catégorie socio-professionnelle nous découvrons avec surprise que les OS et manœuvres étrangers sont plus payés que leurs homologues français ! (2) Pour expliquer un résultat aussi inattendu il faut introduire ce que les statisticiens nomment des « effets de structures » : par exemple la répartition géographique ; ainsi nationalement les OS immigrés sont mieux payés (+ 5,6%) que les Français, mais dans la seule région parisienne leurs salaires sont inférieurs (— 6,9%). En d'autres termes la concentration des travailleurs étrangers dans les zones à plus hauts salaires tend à relever le niveau moyen. La proportion élevée de travailleurs immigrés dans les tranches d'âge entre 25 et 50 ans, le faible nombre parmi eux d'apprentis et de femmes joue dans le même sens. Par contre, en dépit d'une opinion répandue, la durée du travail est à très peu de chose près égale pour les ouvriers français et étrangers, le nombre d'heures supplémentaires effectuées par les seconds étant compensé par une moyenne d'absence plus longue.

Pour ce qui concerne le salaire indirect (les « charges sociales ») le constat est non moins nuancé. Certes les travailleurs immigrés bénéficient moins que leurs camarades français de l'assurance vieillesse ou de la formation professionnelle ; mais le nombre de leurs ayant-droit (famille) à la Sécurité sociale est plus élevé et ils perçoivent des prestations familiales relativement plus importantes. Le rapport SEMA, déjà cité estimait que le montant moyen annuel d'assurance maladie d'un assuré étranger est supérieur d'environ 50% à celui d'un assuré français et concluait que, globalement, le coût social des travailleurs étrangers dépasse celui des Français. Par contre, dans le même temps, l'étude du Ministère des Finances aboutissait à la conclusion inverse !

(2) cf « Economie et statistiques » n° 70, septembre 1975.

IMMIGRATION

ÉMIGRATION

Comment peut-on interpréter ces données assez précises dans le détail mais équivoques dans leur ensemble ? Ce qui apparaît d'abord c'est que les travailleurs immigrés ne sont pas, au sein de la classe ouvrière, soumis, au plan des *salaires* à une discrimination véritablement significative. Les écarts ne sont pas tels que l'on puisse affirmer l'existence d'une « surexploitation ». En moyenne les travailleurs étrangers sont plutôt mieux traités que d'autres fractions de la classe, les femmes et les jeunes d'abord, mais aussi les travailleurs adultes de régions à bas niveau de salaires. Ce qu'on peut constater c'est bien plutôt un procès classique de prolétarisation, guère différent de celui qui toucha durant le 19e siècle et le premier tiers du 20e la paysannerie des pays développés. L'intégration à la classe ouvrière se fait logiquement dans les secteurs à qualification et productivité basses. Il en résulte que si les salaires sont inférieurs le taux d'exploitation n'est pas nécessairement plus fort : la plus-value relative tirée d'une haute productivité combinée à des salaires élevés peut (et c'est le plus souvent le cas) déterminer un taux d'exploitation supérieur à celui des branches à salaires et efficacité du capital également faibles.

UNE MARCHANDISE : LA FORCE DE TRAVAIL

Chaque capitaliste, dans le jeu de la concurrence, tente d'améliorer sa position relative en intensifiant le travail, en payant des salaires moindres ou encore en imposant des durées de travail plus longues. Cette politique rencontre cependant ses limites d'une part

N DU TRAVAIL

DU CAPITAL ?

dans la résistance qu'oppose la classe ouvrière et d'autre part dans les intérêts contradictoires des secteurs de la production capitaliste. Il s'ensuit une tendance à l'uniformisation des coûts de reproduction de la force de travail et leur fixation, en temps normal, à un niveau qui compte tenu des conditions sociales, techniques etc... de la production permet la valorisation du capital engagé. Tout se passe comme si le niveau des salaires était pour chaque capitaliste une donnée extérieure contraignante.

Sans doute ce processus est-il tendanciel et existe-t-il, à chaque moment, à l'intérieur de la classe, de fortes inégalités. Ces inégalités se font au détriment de groupes, les immigrés mais aussi et peut-être surtout les femmes, qui sont d'intégration ouvrière récente, ou qui pour des raisons historiques, sociales ou socio-culturelles ont un coût de reproduction plus bas (ou vécu comme tel). Une telle situation ne peut se maintenir durablement. D'abord parce que les particularités de cette main d'œuvre s'atténuent avec le temps, ensuite, et là bien sûr est l'essentiel, parce qu'il n'y a aucun secteur à emploi exclusivement féminin ou immigré. De ce point de vue s'il n'est pas faux que les immigrés exercent une pression à la baisse des salaires des travailleurs nationaux, il est non moins vrai que ces derniers exercent une pression à la hausse des salaires des immigrés.

Les règles de fonctionnement du capital ne s'appliquent pas moins à la force de travail qu'aux autres marchandises. Le marché du travail tend à s'unifier, y compris à l'échelle mondiale, c'est à dire que le capital, là où il est organisé avec le plus d'efficience, incorpore du travail vivant, quelle que soit son origine, à des coûts sensiblement égaux. La segmentation, le cloisonnement, du marché du travail, que je signalais comme conséquence de l'immigration, existent mais pour des raisons autres : dans son procès de reproduction élargie le capital incorpore une main d'œuvre nouvelle qui, les réserves nationales étant insuffisantes, est recrutée hors des frontières, dans des aires de capitalisme arriéré ou franchement précapitalistes. Cette main d'œuvre est libérée par le capital qui en constituant le marché mondial a ruiné les formes d'organisation économiques traditionnelles, comme il avait ruiné ces mêmes formes à l'intérieur de son territoire en créant son marché national.

Dans la période d'expansion des années 50 et 60, les capitalismes européens, principalement français et allemand, après avoir épuisé les possibilités pour le premier de l'exode rural et pour le second des réfugiés d'Allemagne orientale, ont dû se tourner vers l'Europe du Sud et les pays méditerranéens. L'objectif, en cette période de forte accumulation et de profits substanciels, n'était pas de trouver une main d'œuvre bon marché pour consolider le taux de plus value mais plus simplement d'assurer les conditions de « l'expansion ».

Confrontés à une nécessité — et non à un choix — les employeurs n'en allaient pas moins essayer de tirer tous les avantages possibles de ce type de main d'œuvre. L'immigré apparut comme le modèle même de l'homo economicus : mobile, sans charges familiales, jeune et en bonne santé, il devait assurer une grande souplesse au marché de l'emploi. Par ailleurs sans expérience de classe, soumis à un statut juridique discriminatoire, sans aucun des droits normalement attachés à la citoyenneté, il serait particulièrement vulnérable et docile. Peu importe qu'il reste peu de temps (la moitié des immigrés ne séjournaient pas jusqu'en 1973 plus d'un an) puisqu'il peut être aisément remplacé. Enfin sa faible qualification n'est pas un handicap puisqu'elle répond au procès général de déqualification du travail propre au capitalisme moderne (domination dite « réelle » du capital sur le travail). (3)

Les choses n'ont cependant pas évolué aussi simplement. D'abord, nous l'avons déjà vu, parce que l'immigration est devenue plus familiale et sédentaire, ensuite parce que les immigrés ont acquis une réelle combativité non seulement en participant et soutenant les luttes de leurs camarades nationaux mais aussi en les provoquant et les dirigeant, comme chez Renault, ou chez Ford à Cologne ou encore aux bonneteries de Mansfield en Grande-Bretagne.

FACE A LA CRISE

Le développement de la crise a suscité dans les bourgeoisies européennes une série de réactions à première vue contradictoires concernant le travail immigré. Dans un premier temps — chômage oblige — a été tenu le discours ouvertement démagogique, sur la nécessaire réduction du nombre de travailleurs étrangers. Des mesures restrictives à l'entrée ont été prises, vers la fin de l'année 1973, dans tous les pays européens, très probablement sans concertation. La crainte d'un afflux incontrôlé pouvait justifier ces décisions, la crise affectant tout autant les pays d'origine et l'expérience ayant montré que la situation de l'emploi dans les pays européens n'était pas dissuasive en cas de détérioration des économies locales.

Mais très vite l'attitude s'est modifiée. En effet les caractéristiques, telles que nous les avons décrites, du travail immigré et de ses causes montre bien qu'il est structurellement lié au procès de production présent. D'où la multiplication des mises en garde : diminuer le nombre des immigrés ne libérerait pas d'emploi pour les nationaux, même dans les qualifications les plus basses. Aussi a-t-on vu que l'arrêt de l'immigration s'accompagnait de mesures « libérales » en faveur des étrangers déjà installés afin d'aider à leur intégration et à une égalisation des conditions d'existence. Cette orientation très nette dans les pays scandinaves, gagne progressivement l'Allemagne et le reste de l'Europe. Dès lors que la rotation est interrompue (la crise poussant à l'entrée et décourageant la sortie) les immigrés ne peuvent plus être traités de façon aussi discriminatoire : les intégrer, y compris en leur donnant un certain nombre de droits civiques (ce qui produit en outre un effet de mystification !) se révèle plus profitable.

Un autre argument a été, dans le même sens, développé : le travail immigré serait un frein à la compétitivité du capital national. Dans certaines branches une main d'œuvre sous payée maintiendrait en vie des entreprises archaïques et freinerait la modernisation (c'est à dire l'élévation de la composition organique du capital). Seule l'amélioration de la productivité est porteuse d'espoir : autrement dit par un intéressant renversement des perspectives, améliorer le sort et la rémunération du travail immigré va dans le sens de la « restructuration » chère à M. Barre ! Sans doute, en dehors de cas marginaux, peut-on douter du sérieux de l'argument quand on voit que le capitalisme allemand qui emploie le plus grand nombre d'étrangers est aussi celui dont la compétitivité est la plus élevée ; il est cependant révélateur des ressources infinies de la rhétorique bourgeoise.

Un autre thème de ces beaux discours est que puisque la main d'œuvre ne voit plus venir au capital, il faut que le capital aille à la main d'œuvre, autrement dit s'investisse dans le Tiers Monde. Or que découvrons nous ? En dépit de leurs salaires de misère les pays sous développés continuent de souffrir d'un manque aigu du capital. Etrangement les entreprises préfèrent attirer en Europe en la payant quasiment au prix de la main d'œuvre nationale, une main d'œuvre qui pourrait être rémunérée dix fois moins sur place. Pire encore quand ces investissements se réalisent ils s'orientent de préférence vers des pays où le coût salarial est relativement haut (Corée, Hong Kong, Singapour, Brésil...) et non vers ceux où il est le plus médiocre (Afrique noire, Indes, Philippines etc...).

C'est qu'il ne suffit pas qu'une force de travail existe, encore faut-il que soient également réunies les conditiions de son exploitation, conditions sociales, mais aussi techniques, infrastructurelles, financières, administratives — et même politiques. Aussi quand le capital s'investi dans un pays sous développé c'est que soit ce pays a déjà construit des bases suffisantes, avec les salaires en conséquence, soit que les branches industrielles en cause ne parviennent plus à atteindre dans les pays développés un niveau minimum de valorisation. Les exemples où un capital national a pu s'accumuler durablement en maintenant des salaires bas, en considération des taux mondiaux, tout en ayant une efficacité du capital élevé, ne pourraient être que des cas exceptionnels, liés à des circonstances historiques originales, comme le Japon d'après-guerre ou peut-être la Corée du Sud et Taîwan aujourd'hui.

UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE

Dans la lutte que le capital mène de façon quotidienne, persévérante, contre le travail, diviser la classe ouvrière est un de ses objectifs premiers. Déjà l'existence de capitaux indépendants fractionne la classe mais ce n'est pas suffisant. Le recours nécessaire au travail immigré a permis de raffiner ces méthodes de combat. La xénophobie, le racisme, qu'il ne faut pas croire par esprit simplificateur, et grossièrement « matérialiste », avoir été créé par le capitalisme, ont pu néanmoins être efficacement utilisés par lui. Et doublement. Vis à vis des travailleurs français en essayant d'abord de les convaincre qu'ils étaient « privilégiés » puis en leur suggérant, quand la conjoncture se fut retournée, que ces étrangers leur volaient leur travail. Vis à vis des immigrés ensuite en leur créant des conditions de vie telles qu'il pouvaient considérer les ouvriers français comme sinon solidaires du moins complices de leurs exploiteurs.

De plus le statut juridique précaire qui est imposé aux étrangers soit affaiblit leur combativité, soit les détourne vers des revendications dites « démocratiques », lesquelles revendications peuvent être peu à peu, l'expérience récente le montre, satisfaites si l'intégration parait conjoncturellement plus judicieuse que la répression. Etant entendu aussi qu'aucune protection juridique n'a jamais empêché l'exercice de cette répression quand les classes dominantes sont contraintes d'y recourir.

En vérité le mouvement même du capital tend à effacer ces divisions — quitte à essayer d'en élever de nouvelles. L'examen attentif de la situation des travailleurs immigrés confirme cette fondamentale unité de la classe, l'absence de solution de continuité en son sein et le caractère artificiel des catégories qui y sont distinguées. Si tâche révolutionnaire il y a, elle est d'affirmer sans relache cette unité et de combattre toutes les tentatives qui, fut-ce à travers un misérabilisme militant, visent à privilégier telle ou telle de ses fractions.

De plus en plus la classe ouvrière dans son ensemble est soumise à une pression vers la réduction du coût de la force de travail, et il suffit d'observer les luttes concrètes pour voir que ces divisions ne résistent pas à l'action commune. Et c'est bien parce que la crise aggrave pour le capital les dangers de cette unification que dans un grand élan d'humanisme il modifie son attitude, se scandalise soudainement du racisme, et qu'il découvre tout à coup que les immigrés sont dignes de sa considération.

GALAR

(3) Encore ce point de vue doit-il être nuancé : la déqualification professionnelle va de pair avec une formation générale plus poussée, d'où l'allongement de la scolarité, ce qui ne s'applique pas évidemment aux immigrés.

PORTUGAL

II - LA RÉFORME AGRAIRE ET L'AGRICULTURE

Comme nous l'avons dit au début du chapitre précédent (1), dans toutes les luttes où le prolétariat marque effectivement son autonomie, se développent de nouvelles relations sociales qui tendent à organiser toute la vie sociale et économique selon leur modèle. Cependant, ni l'entreprise ni le secteur économique où un ensemble de prolétaires entre en lutte n'existent indépendamment du marché capitaliste; aussi, plus ou moins rapidement, pendant que les nouvelles relations sociales se développent en formant de nouvelles relations économiques, le marché capitaliste fait peser sa pression: c'est à lui qu'il faut s'adresser pour obtenir les matières premières et les machines; c'est vers lui qu'il faut diriger la vente des produits fabriqués; c'est à lui qu'on peut demander des crédits qui, dans l'économie actuelle, sont nécessaires à tout développement de la production.

Aussi, à partir du moment où une lutte se déclenche, elle présente une phase ascendante, quand le marché capitaliste n'a pas encore limité le développement des nouvelles relations sociales créées par le prolétariat, et une phase de reflux dans laquelle, de nouveau, les formes prolétariennes d'organisation doivent se subordonner à la société capitaliste dominante. Aussi, par exemple, tant que les relations communautaires et égalitaires créées par les ouvriers en lutte tendent à développer comme critères de la production et de la vie économique en général le bien-être des populations travailleuses, le collectivisme dans les décisions, la solidarité politique entre groupes de prolétaires en lutte, etc..., le critère capitaliste de gestion et de croissance économique, basé sur la recherche du profit maximum, ne peut qu'empêcher le développement de ces formes.

Mais une lutte ne passe pas totalement et d'un seul coup de la phase de développement à la phase de reflux. pendant un certain temps, qui peut même être assez long, s'articulent des formes conflictuelles appartenant à l'une et l'autre phase. En général cela dépend de deux grands facteurs: en premier lieu des luttes des prolétaires dans les autres secteurs de la production ou dans d'autres pays; en second lieu de la puissance de l'action initiale.

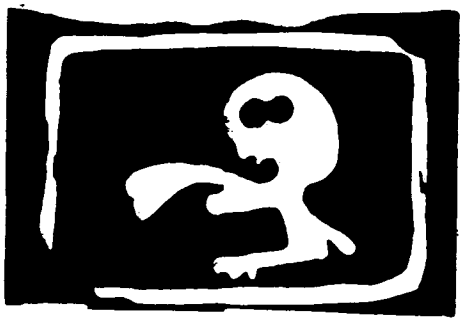
Voyons la réforme agraire à la lumière de ces critères. On peut marquer la fin de la phase de développement de cette lutte à partir du moment où, le prolétariat rural d'Alentejo ayant occupé les terres, la lutte du prolétariat industriel du reste du pays, pour ne pas encore parler du reste du prolétariat agricole, est restée pour des raisons diverses dans une phase de développement plus retardé; à cela s'ajoute la situation d'isolement relatif de la lutte ouvrière au Portugal dans le contexte international. A partir de ce moment les coopératives agricoles ont dépendu entièrement du marché capitaliste et donc, ont dû reproduire les critères de gestion capitaliste. Mais cette reproduction n'est ni complète ni exempte de conflits. D'une part,la réforme agraire a résulté d'un déferlement de luttes si radical, si profond et massif que, débordant les critères de gestion capitaliste imposés par la pression du marché, les critères communautaires et égalitaires continuent de s'affirmer: à cet égard, les interviews que nous publions sont parfaitement explicites et ne laissent subsister aucun doute. D'autre part, les mouvements incessants de la classe ouvrière industrielle ont permis aux prolétaires agricoles de l'Alentejo, zone de la réforme agraire, de ne jamais rester isolés: ces derniers ont donc pu, grâce à cet appui dans la pression contre l'appareil d'Etat, maintenir les formes sociales communautaires et égalitaires au-delà de la phase purement ascendante du processus de lutte.

Les critiques élitistes du mouvement ouvrier nous taxeront peut-être de naïveté si nous pensons que des manifestations et autres actions dont l'initiative revient au P.C. ou à des bureaucraties syndicales signifient que les masses ouvrières urbaines mènent une action effective aux côtés du prolétariat concerné par la réforme agraire; mais ce sont ces critiques qui font preuve de naïveté s'ils s'imaginent que des milliers, des dizaines, des centaines de milliers de travailleurs ne se mobilisent qu'à condition d'en recevoir l'ordre d'un parti ou d'une direction syndicale. Cette mobilisation massive des travailleurs correspond à une solidarité profonde qui se reflète dans la tactique même des partis et que les partis tendent d'anticiper avec des mots d'ordre tactiques; mais cela ne fait que confirmer la force irrésistible de ce mouvement de solidarité.

Pour que ce double processus puisse être clairement compris et pour empêcher ainsi, à propos de la question agraire, de tomber dans des vues simplistes, élitistes, réactionnaires, nous commencerons dans cette deuxième partie, par montrer, en résumé, comment cette réforme a résulté d'un élan de lutte prolétarienne, très profond et très vaste. Nous montrerons ensuite comment cet élan combatif s'est heurté aux barrières du marché capitaliste, auquel il a été contraint de s'assujettir économiquement. Puis nous montrerons comment le capitalisme lui-même a pu tirer profit de cet assujettissement économique et comment l'avantage ainsi obtenu a suscité des contradictions entre les factions de la classe dominante. Enfin nous ferons, dans une troisième partie, la synthèse de tous les aspects — rendus perceptibles grâce aux interviews publiés — sous lesquels la lutte du prolétariat agricole a créé de nouvelles formes d'organisation sociale et les a développées de telle manière qu'aujourd'hui encore leur importance se maintient.

II-I) La réforme agraire a résulté d'une action prolétarienne directe.

Il nous fut visible quand nous avons ébauché la diversification sociale du monde rural que, dans les quatre districts d'Evora, Beja, Portalegre et Sétubal, à cause de la grande dimension des propriétés et des exploitations, et à cause de la très forte concentration de prolétaires, la lutte des classes se déroulerait d'une façon franche et antagonique. Effectivement la tradition de lutte du prolétariat rural d'Alentejo date d'une époque très ancienne, pratiquement antérieure à l'existence des manufactures au Portugal. Déjà au 17e et 18e siècles la mobilisation «syndicale» entre les salariés agricoles d'Alentejo, pour la fixation du prix auquel ils vendraient leur force de travail, a révélé une ampleur et une violence très grandes, suscitant les protestations et les craintes des grands propriétaires de l'époque. Cette lutte fut continuelle et, plus recemment, durant la première république, des grèves parmi les plus importantes se sont déroulées en Alentejo; au long des cinquante années de salazarisme le prolétariat de l'Alentejo a eu l'honneur de payer cette lutte de son sang et de remplir les prisons de Caxias et Péniche. La lutte pour les huit heures de travail au début des années soixante marqua un des points les plus hauts de la lutte anti-capitaliste au Portugal. C'est pourquoi il est évident que la réforme agraire a été le résultat des luttes constantes des prolétaires et ne fut d'aucune manière, une réponse des masses à une décision de quelques cercles politiques.



Peu après le 25 avril, la lutte des prolétaires agricoles d'Alentejo commença par la revendication pour des conventions salariales et des accords de travail. Entre-temps on avait créé les syndicats agricoles, avec une base de masse assez réduite à cette époque et des positions beaucoup plus modérées que celles du prolétariat en lutte. Ainsi, par exemple, en ce qui concerne les revendications salariales, pendant que les travailleurs exigeaient l'égalité des salaires pour tous, les syndicats, nommément celui de Beja, recherchaient la conciliation avec les patrons et défendaient le maintien des éventails de salaire. (voir à ce sujet l'article «Greve no Montoito» dans Combate nº 3 du 12 juillet 1974). Ces revendications étaient souvent accompagnées de grèves et d'autres formes de pression sur le patronat. Pour les salariés agricoles d'Alentejo, comprenant un pourcentage élevé de travailleurs «journaliers», c'est-à-dire n'ayant pas d'emploi assuré durant une grande partie de l'année, ces revendications correspondaient pratiquement à un besoin vital, de survie...

Par la puissance de cette pression, les latifundiaires d'Alentejo se virent donc obligés d'augmenter, non seulement les salariés, mais la quantité de main d'œuvre employée, et signèrent dans ce sens des Conventions Collectives du Travail en juillet-août 1974. Mais leur intention était purement et simplement de ne pas les respecter. Si la pression des salariés agricoles a encore obligé les latifundiaires à faire les récoltes cet été-là — et grâce à cette pression la production s'est révélée considérablement supérieure à celle des années précédentes — par la suite les grands propriétaires ont commencé à procéder à une destruction massive du capital: abattage du bétail, refus de faire les jachères, refus de faire cueillir les olives, etc... Il en est résulté une multiplication des conflits de travail car la garantie du travail nouvellement conquise était déjà en danger. Devant cette situation la réponse des syndicats et des partis politiques (nommément du P.C.) d'un côté, des masses prolétariennes de l'autre, est franchement divergente.

Pendant qu'à la fin de l'année 1974, les Commissions Paritaires constituées de délégués syndicaux, de représentants du Patronat, d'éléments des Ministères de l'Agriculture et du Travail, et du M.F.A. (Mouvement des Forces Armées) se réunissaient pour tenter de fixer la capacité d'emploi de chaque entreprise agricole et de définir ainsi les obligations légales contractuelles du patronat, les prolétaires ruraux suivirent un chemin beaucoup plus simple, plus efficace et sans conciliation — l'occupation des terres. (Il est certain que des terres furent occupées dès la fin de 1974, bien qu'à la date où nous rédigeons cette analyse, les seules données systématiquement recueillies n'ont de références qu'à partir de janvier 1975 et seulement pour le district d'Evora.) Résultante d'un ensemble de problèmes qui se ramènent finalement au capitalisme latifundiaire, la réforme agraire a pourtant eu la question de l'emploi comme stimulus initial. C'est pourquoi il n'est pas étonnant que, depuis les occupations, et relativement aux surfaces transformées en coopératives et unités collectives de production, le nombre total des travailleurs ait augmenté de 184% (avant les occupations : 22 600; 1975-1976: 71 900; 1976-1977: 64 200), cette augmentation étant plus forte pour les travailleurs permanents (311%) que pour les journaliers (79%), ce qui révèle une augmentation de la sécurité de l'emploi.

L'occupation des terres, premiers pas de la réforme agraire, surgit donc en conflit avec la mise en place des bureaucraties syndicales et anticipe les tactiques plus tard officialisées par les appareils des partis à base ouvrière. Si on étudie la relation entre le degré de prolétarisation et le processus de la lutte, on voit clairement comment la réforme agraire s'est profondément implantée dans la structure sociale et ses conflits de base. Sans doute ce serait tirer des conclusions simplistes sur l'activité révolutionnaire

(1) Spartacus nº 98. — Oct 78. — R 11.

que de la déduire directement du pourcentage des salariés; mais celui-ci est néanmoins un facteur de base très important qui, réuni aux autres facteurs politiques et sociaux, joue un rôle prédominant. Or, la région marquée par les latifundia au sud du Tage constitue une zone culturellement et politiquement assez homogène, aux expériences de luttes communes et aux traditions culturelles ancestrales identiques ou similaires. Dans ce contexte, les différents degrés de prolétarisation des différentes régions expliquent les variations du processus et confirment en plus le caractère directement prolétarien de ces luttes. Secondairement, le nombre absolu de travailleurs d'une zone a influé sur le degré d'activisme du prolétariat de cette zone. En termes généraux, les luttes les plus actives se sont déclenchées dans les zones les plus fortement peuplées. Ainsi nous verrons en tête des luttes les zones où le degré de prolétarisation est le plus grand et qui sont les plus peuplées, tandis que celles qui présentent un taux inférieur de prolétarisation et ont une population moins nombreuse en chiffres absolus, manifestent un degré moindre d'activité révolutionnaire.

Si nous étudions le district d'Evora, pour lequel, comme nous l'avons dit, nous disposons de données complètes dès 1975, nous voyons que des quatorze conseils qui le composent, seuls quatre (Borda, Mourao, Redondo et Vila Viçosa) n'avaient encore occupé aucune ferme à la date de la publication du décret venu légaliser institutionnellement de telles occupations (29 juillet 1975); or, sauf Redondo, les trois autres conseils ont un taux de prolétarisation inférieur à la moyenne, relativement au total de la population agricole active, et, là où il lui est supérieur (Vila Viçosa), c'est la population absolue qui est plus réduite. Cet aspect est encore plus significatif quand on considère les occupations qui eurent lieu avant les nationalisations de la grande industrie et des banques, le 11 mars 75 : si ces mesures n'ont pas directement concerné la question agricole, elles n'en ont pas moins eu sur elle une répercution évidente en altérant la situation politique générale. De janvier à la seconde quinzaine de mars, des occupations eurent lieu dans les conseils suivants : Evora (une dans la première quinzaine de janvier, une autre dans le première quinzaine de février et une autre dans la seconde quinzaine du même mois), Arraiolos (3 sans la première quinzaine de février), Reguengos (3 aussi à la même date), Montemor (une dans la première quinzaine de février, une autre dans la première quinzaine de mars) et, finalement, Portel (2 dans la seconde quinzaine de février). Or, à l'exception de Reguengos (en dernière place quant au taux de prolétarisation sur la population active agricole, mais à moyen terme quant à la population absolue), tous les autres conseils se situent au-dessus, ou très au-dessus de la moyenne quant au pourcentage de prolétaires, sur le total de la population active agricole.

Nous pouvons donc en conclure que ce fut dans les zones de plus forte prolétarisation agricole que débuta la lutte pour la réforme agraire. Cela se comprend d'autant mieux si on se rappelle l'importance du problème du chômage évidemment plus élevé dans les zones à forte prolétarisation et à population plus abondante. Le degré de prolétarisation a aussi exercé une influence décisive sur les résultats totaux atteints : si nous regardons dans chacun des conseils le pourcentage des surfaces occupées pendant toute l'année 1975 relativement au total des surfaces cultivées, nous voyons que les huit conseils qui ont eu des résultats supérieurs à la moyenne se trouvent aussi parmi ceux qui, relativement à la population active agricole, ont un taux de prolétarisation supérieur à la moyenne (sauf Viana do Alentejo) avec une pointe notable pour le conseil de Vendas Novas, nettement en tête quant au pourcentage des terres occupées et au taux de prolétarisation.

Le même type de résultats s'obtient sur la totalité de la zone de la réforme agraire pour laquelle, puisqu'il n'existe pas de données aussi minutieuses que celles dont nous disposons pour le district d'Evora, nous devons suivre des critères plus larges. Le décret-loi 406-A/75, du 29 juillet 1975, a établi les critères légaux d'expropriation en vertu desquels était expropriable une surface d'environ 1.500.000 hectares soit un peu moins de la moitié (48,8 %) de la superficie agricole utile des huit districts concernés : Beja, Evora, Sétubal, Santarém, Portalegre, Lisbonne, Castelo Branco et Faro. On note, cependant que, seule une partie de leurs superficies fut incluse dans la zone légale des expropriations prévue par la réforme agraire. (Il faut encore ajouter la nationalisation de propriétés foncières en vue de travaux d'aménagement hydro-agricoles, ce qui donnera un peu moins de 200.000 hectares). Ce maximum juridique n'est pas encore légalement atteint et, au 31 mars 1977, les terres *légalement* expropriées dans l'ensemble de ces districts atteint seulement 450.000 hectares ce qui ne représente que 30 % du maximum des terres expropriables. Cependant la situation de fait est autre car nous devons compter avec les expropriations non encore légalisées. La superficie des terres effectivement occupées va bien au-delà de celles déjà légalement expropriées (terres effectivement occupées, selon certains calculs : 1.080.000 ha ; selon des calculs plus récents : 1.130.000 ha), car elle dépend essentiellement de la force du prolétariat dans chaque district. Il vaut la peine d'introduire ici un tableau statistique plus complet :

districts	terres effectivement occupées (en ha)	% des terres occupées sur la superf. agr. utile du district.	% des terres occupées par rapport au max. légal expropriable
Beja	284.258	30	63,2
Evora	392.000	68,5	78,4
Setubal	92.000	40,8	76,6
Santarém	43.957	38,3	43,9
Portalegre	257.000	54,7	85,6
Lisbonne	5.650	3,7	47,1
Cast. Branco	4.517	1	45,1
Faro	957	0,4	11,9
TOTAL	1.080.339	32,9	72

Bien qu'inclus dans la réforme agraire, les districts de Lisbonne, Faro et Castelo Branco sont d'une importance réduite (le maximum des terres légalement expropriables n'était respectivement que de 8 %, 2,9 %, et 2,7 %, relativement à la superficie agricole utile de chaque district) ; Santarém n'a, à ce point de vue, qu'une importance moyenne. C'est dans les autres districts (Beja : 59 %, Evora : 74 %, Sétubal : 41 %, Portalegre : 63,8 %) que le processus a atteint les plus grandes dimensions. Ceci est parfaitement naturel si on se rappelle ce qui a été dit plus haut sur les grandes zones d'exploitation ; on sait en effet que ces quatre districts constituent une zone assez homogène où la grande ou très grande exploitation prédomine, face à l'importance pratiquement nulle des petites exploitations et au nombre très restreint des moyennes. Aussi, c'est précisément dans ces quatre districts que le pourcentage des salariés sur la population active agricole est le plus grand car ils concentrent (chiffres de 1970) plus de 125.000 des presque 445.000 salariés agricoles existant dans le pays, soit 28 % de ce total. Si le gros de la réforme agraire s'est développé avec un prolétariat agricole très fort, il est aussi très éclairant de vérifier que c'est précisément dans les deux districts où le pourcentage des salariés ruraux sur la population agricole active est le plus grand (Evora : 87,6 % ; Portalegre : 83,2 %) que les résultats les meilleurs ont été atteints quant au pourcentage des terres occupées relativement à la superficie agricole utile et quant au pourcentage des terres occupées relativement au maximum légalement expropriable. Le district de Bejà, avec 77,7 % de salariés agricoles relativement au total de la population agricole active fut, de ces quatre districts, celui qui a obtenu les résultats les plus modérés dans le processus de la réforme agraire.

Nous avons vu jusqu'ici comme le processus de la réforme agraire a résulté d'une mobilisation authentiquement prolétarienne, indépendante de l'action des syndicats, et anticipant les décisions politiques tactiques des appareils des partis « de gauche ». Quand ce processus s'est révélé trop général et profond pour pouvoir être réprimé, le pouvoir a alors décidé de le reconnaître afin de le contrôler. Et le texte même du décret-loi 406-A/75, du 29 juillet 1975 qui « fixe les normes auxquelles doivent obéir l'expropriation de propriétés foncières déterminées », reconnaît l'initiative autonome du processus de la réforme agraire en écrivant dans son préambule : « Ce processus n'a pas constitué, (...) dans ce qu'il a de profond et d'essentiel, un fait ni une initiative du pouvoir d'Etat. » Mais il est évident que la publication de ce décret-loi, venant stimuler les plus craintifs et faisant reculer, au moins pour l'immédiat les paysans moins résolus, a aiguillonné le processus même des occupations en même temps qu'il cherchait à en définir les limites légales. Dans le cas du district d'Evora pour lequel nous disposons des données les plus complètes, on voit que du début janvier à la fin juillet 1975 eurent lieu 12,2 % du nombre total des terrains occupés jusqu'à la fin de cette année-là, ce qui correspond en superficie à 12,4 % et à un rythme de croissance hebdomadaire de 0,44 %. Aprés la sortie de la loi dans les derniers jours de juillet, on voit que d'août au 25 septembre 1975, date à partir de laquelle furent interdites de nouvelles occupations, le rythme de croissance hebdomadaire des occupations fut de 5,5 %. En résumé, la loi, surgie dans un moment où le processus des occupations était déjà absolument irréversible, a contribué de jour en jour à le stimuler, au-delà du *stimulus* naturellement offert par les crises internes de la classe dominante particulièrement graves cet été-là. Mais les résultats finaux obtenus, et que nous avons analysés ci-dessus, montrent clairement que la dynamique générale du processus n'a jamais été due aux prétendus appuis légaux mais bien à la force prolétarienne effective.

De tout ce mouvement de luttes a résulté en 1976 la constitution d'un total de 449 unités collectives de production, coopératives et pré-coopératives ainsi réparties :

districts	total des UCPs etc.	superficie moyenne des UCPs etc. (en ha)
Beja	80	3.553
Evora (-)	165	2.376
Setubal	78	1.179
Santarém	51	862
Portalegre	61	4.213
Lisbonne	7	804
Castelo Branco	4	1.129
Faro	3	325
Total (--)	449	2.406

(-) Des données plus récentes indiquent 171 unités de production avec une surface moyenne de 2.546 ha.

(--) Autres données, plus récentes : 536 unités de production, avec un total de 1.130.000 ha.

Cela signifie que, dans leur totalité, les nouvelles unités de production occupent entre 22 et 23 % de la superficie agricole utile totale. D'un côté, comme c'est évident, le plus grand nombre des nouvelles unités de production s'est constitué dans les zones où les occupations ont le plus avancé. De l'autre, pour expliquer les variations quant aux dimensions moyennes des unités de production dans chaque district, il faut certainement prendre en compte, en plus de la structure de l'exploitation antérieure à la réforme agraire, des critères politiques différents.

II — 2) L'intégration économique de la réforme agraire dans le capitalisme.

Comme nous l'avons déjà dit, à partir du moment où ont eu lieu les occupations et où le prolétariat a dû organiser lui-même la production, les nouveaux critères dus aux relations sociales égalitaires et communautaires établies dans le processus de lutte sont entrés en conflit avec les critères de gestion capitaliste. Le contexte de la situation nationale et internationale a obligé le processus prolétarien de la réforme agraire à s'insérer économiquement dans le capitalisme dominant. Dès lors et jusqu'à maintenant les aspirations communautaires et les formes sociales et économiques qui en découlent sont restées en conflit avec une gestion basée sur le profit, gestion que le capitalisme environnant rend inéluctablement obligatoire.

PAYS RETARDATAIRES ET OCCIDENT

Avant qu'on ait trouvé des termes hypocrites pour désigner la chose, on nommait justement pays arriérés ceux qui n'avaient pas subi, ou guère, l'impact du développement capitaliste. Les économistes classiques, puis Marx, en distinguaient deux sortes : les pays de peuplement européen, « new countries » comme disait Ricardo, qui se développaient favorablement, même par rapport à l'Europe, grâce à leurs ressources et à la rareté de la main d'œuvre ; et les pays de civilisation traditionnelle séculaire que le capitalisme n'avait pas touchés. Comment ces derniers furent-ils amenés à s'engager dans cette voie ? Sous l'impact de l'Occident, qui leur en donnait l'impulsion et constituait pour eux une menace. Ceux qui ne surent pas le faire — la plupart — tombèrent au rang de colonies. Le seul pays de cette catégorie ayant victorieusement relevé le défi de la modernisation fut le Japon.

Il en alla de même, quoique de manière plus lente et plus partielle, en Russie. Celle-ci était directement au contact avec l'Occident. Sa civilisation hétérogène — c'était un immense sous-continent, composé de peuples très divers — fondée sur le servage, était essentiellement agricole. Elle pouvait s'étendre vers des régions moins civilisées qu'elle, mais non pas, à elle seule, résister à une attaque de l'Occident. On le vit bien lors de la guerre de Crimée. D'où l'abolition du servage, puis graduellement une certaine industrialisation aux fins surtout stratégiques, sous l'impulsion de l'Etat et grâce à des emprunts et des importations de l'étranger. Dès lors ces pays en voie de développement restaient pour la plupart des sortes de semi-colonies, contrôlées économiquement par l'étranger, quoique nominalement indépendants. Même dans ces conditions, la Russie n'avait pas les moyens de la politique à laquelle elle prétendait, celle d'une grande puissance moderne. C'est ce que confirmèrent les deux défaites qu'elle souffrit, d'abord contre les Japonais, en 1904, puis au cours de la guerre de 1914.

Alors apparut un fait nouveau dont elle fut d'abord le siège, celui d'une révolution radicale, due au développement inégal de l'économie mondiale. C'est grâce au caractère arriéré du pays que la révolution put l'emporter, s'appuyant sur le besoin de terre et de paix des masses paysannes. Un parti d'inspiration « marxiste », utilisant stratégiquement les masses ouvrières des villes, put réussir un coup d'Etat victorieux. C'est le parti bolchévik qui conquit le contrôle des soviets — qui devaient théoriquement assumer le pouvoir — le céda vite au pouvoir du parti reconstituant à son profit un appareil d'Etat et fusionnant les organes de l'Etat et du parti en un tout monolithique.

Depuis, après la seconde guerre mondiale, ces conditions se sont multipliées à grande échelle. La colonisation directe de type européen dépérit peu à peu et les anciennes colonies acquirent une indépendance politique nominale grâce à l'appui de la Russie et des Etats-Unis. Mais le contrôle économique et militaire des grandes puissances se maintint. Une sorte de colonisation indirecte s'implanta. Dès lors, la plupart de ces pays devinrent des satellites russes ou nord-américains, plus ou moins associés aux anciennes métropoles.

Pourtant, dans certains pays, il y eut non pas concession, mais conquête de l'indépendance par une révolution militaire et/ou sociale. Ce qui caractérise de tels pays, c'est que les nouveaux pouvoirs qui en résultèrent, ne s'appuyèrent plus jamais pour l'essentiel sur les ouvriers, mais sur les paysans et sur les aspirations nationales des masses, et leur instrument de conquête, puis de domination fut un parti unique issu partiellement des masses (outre les couches intellectuelles venues des villes), mais ne les représentant plus. Il reposait sur un appareil fusionnant avec l'appareil d'Etat et le reconstituant, dirigeant exclusivement à partir du contrôle de la structure économique l'ensemble de la société civile et de l'appareil politique qu'elle lui imposait.

La leçon à en tirer à partir de la première expérience russe, c'est que dans les sociétés arriérées, laissées à elles-mêmes, l'instrument essentiel et efficace d'une révolution populaire et nationale radicale, c'est un parti minoritaire qui rassemble sous sa direction monolithique des révolutionnaires professionnels d'origine sociale diverse et hétérogène. Ce parti, nationaliste avant tout, a pour projet de développer et de moderniser la société qu'il domine. La population y est une masse de manœuvre, à des degrés divers taillable et corvéable à merci. Donc, si le retard peut aboutir, des circonstances favorables étant données, à une révolution victorieuse, elle ne peut déboucher sur une révolution socialiste, constituée par une libre association des producteurs directs, organisant la production à leur profit. Aucune exception à cette règle, quelles que soient les diversités nationales.

TRANSFORMATION DU CAPITALISME OCCIDENTAL

Face à cette forme de capitalisme d'Etat bureaucratique et totalitaire, propre aux pays arriérés ayant passé par une révolution populaire, s'est constituée, depuis la crise mondiale de 1929-1937 et la seconde guerre mondiale, une forme de structure bien plus souple et où l'oligarchie dominante masque son contrôle non moins souverain par le jeu d'une comédie « démocratique » qui laisse à l'ensemble de la population l'illusion de participer politiquement à l'élaboration de mesures auxquelles elles sont étrangères, qu'elles ne comprennent pas, mais subissent

passivement. Ce qui fait la force des élites propres à ces sociétés, ce n'est pas leur feuille de vigne « démocratique », mais l'avance technologique qu'elles ont menée à bien et qui leur permet d'accorder aux deux tiers de leur population un niveau de vie supérieur à celui des pays « socialistes », lesquels jouent le rôle de repoussoir auprès des populations occidentales. Les pays avancés vivent de l'exploitation des pays arriérés pour leurs importations comme pour leurs exportations. Ils n'ont aucun intérêt à les développer, mais à les contrôler par leur monopole technologique, ne les « aidant » que pour des motifs économiques et stratégiques et s'accommodant fort bien pour le reste de leur état de stagnation. La situation ne diffère pas en cela du passé. Le propos garde le même caractère, prédateur et destructeur.

LA PERSPECTIVE

Dans les conditions actuelles, quelle est la perspective ? Marx avait envisagé comme hypothèse le cas où des pays non-occidentaux se développeraient et deviendraient une menace pour l'Occident. Nous n'en sommes pas là, mais la question se pose historiquement. Sans doute, l'écart entre l'Occident et le reste du monde est tel que même des pays sous-continentaux, comme la Russie ou la Chine, ne peuvent s'engager dans un affrontement direct. Sans même parler de ce qu'a d'aléatoire confinant à l'impossible, une guerre atomique globale, on voit clairement que la contestation a pour domaine le terrain économique, donc aujourd'hui le développement technologique. Et là-dessus, même ces pays, malgré le rythme de leur croissance, sont loin du compte et ont besoin de l'aide occidentale.

Il faut d'ailleurs observer, comme l'illustre le cas russe, le plus favorable, qu'après un certain nombre de décennies de croissance, le rythme s'essouffle. Une fois dépassé un certain niveau quantitatif, le retard s'accumule sauf des secteurs très limités comme l'armement et ses annexes, que l'on favorise au détriment de l'ensemble et qui constituent une lourde charge et un élément de déséquilibre. C'est le moment où l'on fait appel à l'Occident.

Pourquoi en est-il ainsi ? C'est que de telles sociétés manquent d'impulsion. Elles n'ont pas connu les siècles au cours desquels les pays occidentaux se sont progressivement développés, constituant leurs couches sociales productrices et leur niveau de productivité de travail. Pour y arriver les pays arriérés, après leur révolution, ne se maintiennent et n'avancent vaille que vaille dans le contexte international que par effet de la concurrence mondiale. Un système tel que le capitalisme d'Etat, s'il s'étendait et s'unifiait, tendrait vers la stagnation historique, remplaçant le profit, moteur des unités économiques, par l'organisation étatique.

Il en serait de même aussi dans le cas du capitalisme d'Etat « avancé ». L'expérience hitlérienne a été trop brève pour le montrer sans conteste. Mais on y a observé une régression de la productivité du travail par effet des contraintes imposées à la population travailleuse, « libre » ou forcée. Si l'on n'encourage pas au travail une population, même exploitée, mais séculairement exercée dans ses occupations, on n'obtient pas sa participation et la contrainte y engendre de la passivité et une baisse de productivité. Les populations des capitalismes d'Etat, créés dans des pays arriérés, ne peuvent pas résister à leurs dominateurs, ne voient pas pour le moment de voie vers leur libération, mais réagissent par la passivité. D'où les efforts incessamment répétés, mais toujours sans succès, des bureaucraties pour y élever le niveau de productivité.

LE BLOCAGE

Dans l'état présent des choses, il n'y a pas d'issue. La Russie le montre bien. La bureaucratie ne cédera pas le pouvoir ; elle ne démantèlera pas le système de domination qui la fonde, mais qui est aussi la source du retard cumulatif que prend le pays. C'est un cercle vicieux. Que faire ? Recourir à la guerre ? Il n'en est pas question et d'ailleurs la supériorité militaire n'est pas assurée, même dans une supposition aussi implausible. Il y faudrait un brusque effondrement en Occident, sans suites révolutionnaires. Alors la Russie pourrait s'étendre comme elle l'a fait en Europe orientale et centrale par suite d'accords internationaux, à la fin de la seconde guerre mondiale. Hypothèse bien improbable et qui ne conviendrait même pas à la bureaucratie russe laquelle ne veut pas conquérir l'Ouest, mais en être aidée économiquement. On en peut dire autant de tous les systèmes identiques. Les affrontements avec l'Occident ne peuvent être que secondaires et limités. Quand il y a effondrement quelque part, ils tentent d'en tirer parti (Angola, Ethiopie, etc.) et par là s'enfoncent dans des contradictions insolubles. Par leurs propres efforts, ils ne peuvent sortir, chez eux ou au dehors, de leur état de despotisme totalitaire et de leurs difficultés économiques. C'est un provisoire qui ne cesse de se prolonger faute d'alternative.

LE DÉCLIN HISTORIQUE ET LA CRISE EN OCCIDENT

Il n'en va pas autrement, quoique diversement, en Occident et dans sa sphère d'influence. Ces systèmes ne craignent que relativement leurs adversaires-partenaires dont ils savent le retard. Ils laissent le tiers monde pourrir et se dégrader sans autre souci que d'en tirer profit. Ils ont élaboré une structure et une stratégie mondiales pour s'y maintenir en s'appuyant sur des élites corrompues qui, en retour de leurs concessions, jouissent des aides militaires et économiques de leurs protecteurs. Quand un pan de cette structure mondiale s'effondre ou menace de le faire, ils essaient de le renforcer ou, si la lame de fond est trop puissante, ils font la part du feu. En tous cas, ils ne changent pas de méthode.

Leur puissance a pour point d'appui le déclin. Mais ils ne voient pas si loin. Ils ne comptent que leurs profits et n'espèrent que dans leur supériorité relative. Ils sentent bien que là où ils se considèrent comme défaits, les régimes successeurs n'en finissent de sortir de leurs difficultés. On le voit bien maintenant au Moyen-Orient. Ils ont passé au compte des pertes l'Afghanistan. Ils s'inquiètent fort et à juste raison de l'instabilité en Iran. Ils y encouragent le renforcement de la répression au moyen de la loi martiale sous leur égide. En Proche Orient, c'est le panier à crabes. Israël profite habilement de la situation et ne veut pas d'une solution qui limiterait son expansionnisme. Et les Etats-Unis n'y peuvent rien. Mais là n'est pas leur souci principal. Ils savent qu'ils peuvent y compter sur la faiblesse de leurs adversaires-partenaires. Aujourd'hui, c'est d'eux-mêmes qu'ils se soucient.

Depuis 1971, l'Occident est entré dans la crise, crise profonde et longue dont on ne voit pas le bout. Un journaliste bourgeois disait dans Le Monde du 13/9 qu'il y en avait encore pour dix ans. La reconstruction du monde après la guerre et la vague d'essor technologique sont épuisées. L'Occident est en état de guerre économique. Les Etats-Unis font payer au Japon, mais surtout à l'Europe occidentale, les charges de la crise. Tant que le dollar inconvertible et manipulable sera monnaie-internationale de référence, les Européens seront sans défense. On se propose, la France et l'Allemagne en tête, de créer une monnaie de compte européenne stable. Mais c'est encore vague. De toute façon, la crise va plus profond que l'aspect monétaire.

L'équipement industriel est déséquilibré, disproportionné. Il faut le renouveler et accroître le taux de profit. Naturellement, les capitalismes d'Etat et les bourgeoisies européennes veulent le faire sur le dos et au détriment des classes travailleuses. On commence par la compression des salaires et la « liberté » des prix. Il s'agit d'inciter l'épargne et les capitaux à s'investir. Il faut renouveler la structure industrielle. Ne plus s'attacher qu'aux industries qui promettent d'être rentables. Ce qui implique un procès de plusieurs années où prévaudront inflation et chômage.

LA RÉACTION POPULAIRE

Que feront les travailleurs dans cette conjoncture ? La comédie électorale et parlementaire les a profondément déçus. En Europe, ils sont combatifs, comme aux Etats-Unis, mais ils ont, eux, un long passé de luttes de classe et de tradition socialiste. Ils ne se laisseront pas faire. Les circonstances ne sont pas défavorables : une perspective de guerre totale est hors de question et les travailleurs auront le temps de s'organiser, de trouver ou de perfectionner de nouvelles formes de lutte et de rassemblement, enfin de combattre longuement, malgré des étapes d'avance et de recul. L'Etat et les bourgeoisies espèrent que le chômage structurel les divisera et les démoralisera. Mais les temps ne sont plus ce qu'ils étaient. A un certain degré de crise et de chômage, les travailleurs, chômeurs ou non, s'uniront et lutteront pour des changements de structure — durée de travail, maintien ou croissance des salaires — qui renforceront leurs positions de combat.

Là-contre l'Etat bourgeois n'a qu'une possibilité : recourir à la répression et la renforcer, créer un régime autoritaire capable d'étouffer les luttes et d'atomiser le corps du travail. Cette perspective n'est pas exclue, surtout quand on tient compte de la faiblesse et de la passivité des organisations politiques et syndicales qui prétendent représenter les travailleurs. Il y a dans chaque pays de l'Europe des courants politiques autoritaires qui ambitionnent de jouer ce rôle. Mais ce recours n'aura qu'un temps. Il n'y a point d'organisations de masse qui pourraient briser l'autonomie et l'organisation des ouvriers.

On le voit bien en Amérique latine où les travailleurs n'ont pas autant de maturité politique et de tradition d'organisation autonomes. Là aussi, les circonstances incitent aux transformations sociales, malgré la confusion et l'impréparation des masses populaires. La victoire des castristes à Cuba a effrayé les bourgeoisies et contre la menace populaire elles ont accepté l'instauration de despotismes militaires fondés sur des armées prétoriennes qui n'ont plus depuis longtemps pour objectif la défense nationale. Mais ces régimes n'ont pas les moyens de s'organiser à long terme et de démanteler radicalement les mouvements de travailleurs pour peu que l'économie y soit quelque peu développée. Au bout de quelques années qui paraissent longues pour ceux qui les vivent, mais qui sont peu de chose au regard de l'histoire, ces régimes s'essoufflent, l'opposition renaît malgré sa confusion et surtout les ouvriers reprennent leurs combats sans que les pouvoirs établis y puissent guère. C'est ce qu'on voit maintenant au Brésil.

UNE PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE

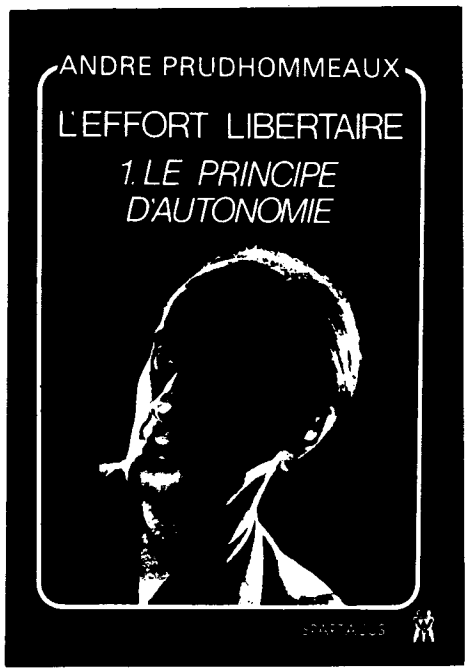
Il est vrai qu'en Europe aussi s'est développée une évolution analogue : les armées y deviennent prétoriennes, visant à maintenir l'« ordre intérieur » plutôt qu'à assurer la défense nationale. Mais les gouvernements, même les courants autoritaires s'ils pouvaient parvenir au pouvoir, y regarderont à deux fois avant de faire intervenir l'armée dont la composition est populaire et où les individus y sont bien plus indépendants et peu disposés à affronter la population civile.

Dans une situation de crise, il est donc probable que les travailleurs s'organiseraient pour combattre par eux-mêmes, quelle que soit la conduite des formations qui prétendent les représenter et pour pousser leurs luttes jusqu'à la révolution socialiste.

Dans une telle conjoncture, il est difficile de croire que les Etats-Unis ou la Russie puissent intervenir directement. Ils manœuvreront de diverses façons pour mettre des bâtons dans les roues du mouvement révolutionnaire. Leur intervention armée serait impossible dans le cas des nord-américains et dangereuse dans le cas russe. Une fois le mouvement déclenché, il prendra des formes massivement populaires et démocratiques. Les travailleurs ont déjà l'expérience de leurs formes d'organisation et de leurs propres luttes. Dans une atmosphère révolutionnaire, toute intervention étrangère tournerait à la démoralisation et à la fraternisation face à une population soulevée.

La conjoncture ne resterait pas statique ailleurs. Des mouvements révolutionnaires en Europe auraient un effet d'attraction irrésistible pour les satellites européens de la Russie. Cet ébranlement généralisé aurait un impact sur les masses russes elles-mêmes. Les pouvoirs occidentaux n'ont pas les moyens, en Europe, d'imposer aux travailleurs des années de recyclage économique. Leurs efforts dans ce sens provoqueront une irruption populaire massive dans l'arène politique à partir — ce qui sera décisif — du niveau des luttes et des formes d'organisation autonomes au plan social.

L. RIGAL, septembre 1978



Un nouveau cahier SPARTACUS
128 pages — 15 F 50
ANDRE PRUDHOMMEAUX
L'EFFORT LIBERTAIRE
I. LE PRINCIPE D'AUTONOMIE

LE MARXISME ET L'ART PAR ERNST FISCHER

Ce recueil regroupe des essais publiés en 1966 et 1968. Ils ont trait généralement à des ouvrages ou des problèmes littéraires : *Une journée d'Ivan Denissovitch* de Soljénitsyne, *Fin de partie* de Beckett, "L'Homme déformé", "Eloge de l'imagination", "A la recherche de la réalité" et surtout son *Marat-Sade*, "Les métamorphoses de Goya". Presque toujours l'analyse des œuvres s'accompagne et s'enrichit de considérations socio-historiques et politiques. Cet ouvrage est capital pour la compréhension des rapports entre le marxisme et l'art.

Ernst Fischer est né en 1899 en Bohême, d'une vieille famille d'officiers. Son père le dirige d'abord vers la vie militaire et il est enrôlé à la fin de la guerre de 14-18 comme cadet-aspirant. Il fait des études de philosophie à Graz, adhère au parti social-démocrate en 1920 et est rédacteur d'un journal politique à Graz, puis à Vienne. En 1934, il adhère au parti communiste autrichien et fait partie du Comité central et du Politburo. Il passe son temps entre Prague et Moscou et pendant la Deuxième Guerre mondiale il est commentateur politique à la radio de Moscou. De retour en Autriche en avril 1945, il participe au gouvernement provisoire et fonde le journal "Nouvelle Autriche" dont il assure la direction pendant deux ans. De 1945 à 1954 il est député à l'Assemblée nationale. Après une grave maladie, il quitte en 1959 de son plein gré, le Politburo tout en retant membre du Comité central. En janvier 1969 on ne le réélit pas au Comité central sous prétexte qu'il a dépassé la limite d'âge. En réalité sa prise de position contre l'intervention militaire en Tchécoslovaquie est considérée comme une trahison. Il est exclu du parti communiste.

On a récemment beaucoup parlé d'Ernest Fischer et son exclusion du parti communiste autrichien fit grand bruit car philosophe et critique marxiste, il jouissait dans tout les pays de langue allemande, d'un prestige considérable.

344 p. 30 F.

• Sous presse :

KARL KORSCH

Au cœur de la conception matérialiste de l'Histoire.

Présentation de Carlos Timonero

117 Thèses empruntées aux sources.

Annexes

I Karl Marx parle de sa méthode dialectique.
II Karl Marx souligne de quelle manière on ne comprend pas sa méthode.
III Thèses sur Feuerbach.
IV Extrait de l'« Introduction » à la « Critique de l'économie politique » de Marx.
V Friedrich Engels : propos de la conception matérialiste de l'Histoire.

Une brochure de 60 pages.

• A paraître.

ABONNEMENTS aux cahiers et à la Revue SPARTACUS Socialisme et Liberté

Il y a désormais deux possibilités d'abonnement :
1) L'abonnement général dont les avantages sont décrits en page 16 et qui donne droit aux Cahiers SPARTACUS et à la Revue SPARTACUS.
2) Un abonnement à la revue SPARTACUS qui donne droit à la seule revue.

6 nos 20 F — 10 nos 30 F.

Adresser les abonnements à J. Lefeuvre, 5, rue Ste Croix-de-la-Bretonnerie, 75004 Paris. CCP 633-75 Paris.
N.B. Le service de la revue est inclus dans l'abonnement aux Cahiers SPARTACUS.

DISSIDENTS MADE IN USA

Le 30 juillet 1972, le DC 8 Détroit-Miami est détourné sans coup férir par 3 hommes accompagnés de 2 femmes et de 3 bébés. A Miami, les passagers sont échangés contre 1 million de dollars. L'avion redécolle. Destination : Alger.

Melvin et Jean McNair, George Brown et Joyce, Tillerson, Georges Wright et leurs enfants vont rejoindre les Panthères Noires en exil. Ils leur apportent leur révolte et 1 million de dollars. Le million et l'avion seront rendus aux Américains par le gouvernement algérien, qui accueille ces « pirates » avec gentillesse. Mais, dix mois plus tard, troublés par les dissensions et la déliquescence des Panthères, craignant obscurément pour eux-mêmes, Melvin et Jean McNair, George Brown et Joyce Tillerson se résolvent à envoyer leurs enfants à leurs grands-parents et décident de gagner une autre terre d'asile : ... la France ! Eldridge Cleaver y jouissait d'une certaine protection. Ils vivent clandestinement près de 3 ans et finissent par être arrêtés le 26 mai 1976. Ils sont à Fleury-Mérogis.

La Suite

On aura compris qu'ils sont noirs. Et s'ils ont ainsi fui les Etats-Unis, c'est qu'être noir aux Etats-Unis rend difficile d'y vivre. La ségrégation existe toujours, le racisme colle à la peau et aggrave les handicaps de la pauvreté, de la malnutrition, de l'insalubrité : les noirs et les autres « coloured » sont les ptreoasa.n
les prolétaires des prolétaires blancs. Dans l'Amérique de Carter comme dans celle d'Eisenhower, le Ku Klux Klan existe toujours, avec des filiales jusque dans les troupes américaines en Allemagne ; l'ensemble des polices, FBI en tête, traquent l'opposant, le contestataire avec d'autant plus de brutalité qu'il n'est pas blanc. La justice, les prisons, sont là pour retirer les « sales nègres » de la circulation. Les assassinats aussi.

Connu, connu tout ça, direz-vous. Oui, mais eux, c'est leur vie, et cette vie noire dans l'Amérique blanche des années Viet-nam, ils nous la balancent dans la gueule dans leur livre : « *Nous, noirs américains évadés du ghetto...* » (1).

George Brown

Melvin McNair vient de Caroline du Nord. Vous savez bien : ancien pays d'esciavage, terre bénie de la confection américaine car les syndicats n'arrivent pas à s'y installer. Melvin a fait des études ; enrôlé à l'armée, il se fait piéger et signe une année de plus. Comme il est noir et qu'il ne s'écrase pas, on le choisit pour le Viet-nam. Il n'ira pas.

Georges Brown est né dans un ghetto du New-Jersey. Il volera parce qu'il aura faim. Ayant fait de la prison, il lui sera plus dur de faire des études, de trouver du boulot. Les flics essayeront de lui mettre sur le dos des affaires qu'ils doivent régler : ça ratera une première fois, ça réussira une seconde fois. Les difficultés scolaires, le chômage, les coups montés par les flics, la justice louche, la prison-pourrissoir, ça existe même pour les blancs. Alors pour les noirs...

George Brown s'évade de la ferme pénitentiaire où on l'a expédié. Il veut aider les Panthères noires. A Detroit, il se fait coincer par les flics-tueurs du STRESS et prend 6 balles dans le corps. Il s'en tire. Il est alors accusé de vol à main armée par les tueurs : il s'en tire encore (car on ne connaît pas sa véritable identité) mais il vit dans la menace de la mort.

Croissant bis ?

Le procès des 4 évadés du ghetto s'ouvre ces jours-ci à la cour d'assises de Paris. Dans un premier temps, en effet, la chambre d'accusation a rejeté la demande d'extradition du gouvernement américain : elle a considéré que le détournement du Détroit-Miami était politique. Mais la justice US est revenue à la charge : elle veut absolument récupérer George Brown puisque, dit-elle, c'est un évadé de droit commun. Et la chambre d'accusation a donné un avis favorable à cette deuxième demande d'extradition. George Brown risque de payer cher. Jugement du détournement d'avion : jugement politique. Décision d'extrader ou de ne pas extrader George Brown que le gouvernement devra prendre : décision politique.
Alors : Comité de défense des quatre de Fleury-Mérogis, Marcel Henriet, 2, allée Maurice Ravel, 92260 Fontenay aux Roses. CCP : 6228 37 V LYON

(1) « Nous, noirs américains évadés du ghetto » par Melvin McNair, Joyce Tillerson, George Brown et [illegible] situation de l'[illegible] Wilmington » [illegible]

NOUVELLES D'AMÉRIQUE...

Après quelques années d'activité irrégulière, le groupe *Root & Branch* (Boston, MASS) fait une rentrée politique inattendue publiant, dans l'espace de quelques mois, deux numéros de leur revue !

Le dernier — qui vient de paraître — contient un dossier sur le mouvement syndical américain, un long article de Paul Mattick sur Rosa Luxembourg (sa théorie économique, ses conceptions sur la question nationale et sur l'organisation politique), ainsi qu'un texte de Pannekoek sur le Syndicalisme. L'article *La CIO, de la réforme à la réaction* constitue le texte principal du numéro. Il s'agit d'un excellent travail d'analyse sur les origines et l'histoire (de 1930 à l'après guerre) du syndicalisme industriel aux USA. L'auteur, Elisabeth Jones, critique l'idée, très courante dans la gauche américaine, selon laquelle la puissance syndicale n'est devenue une institution intégratrice dans le capitalisme qu'à la suite de la prise de pouvoir de sa direction par les tendances conservatrices, vers les années 40. A l'aide d'un énorme travail de documentation, il montre, au contraire, que les buts et les moyens de la CIO ont été, dès ses débuts, ceux d'une organisation syndicale réformiste et reconnue comme telle par le grand patronat. A noter aussi un intéressant texte sur les aspects actuels de la pensée économique américaine, *The obsolescence of modern economics*, et dont le contenu peut se résumer dans la formule : « espérer que la mauvaise situation actuelle se stabilise et ne se dégrade plus » ! En plus de tout cela, des lettres, des comptes rendus de livres et une formidable bande dessinée « Classics illustrated » — dans ce numéro sur la violence folle à New York — dont, l'humour ne craint pas la comparaison avec celui de Reiser ou de Crumb... seulement que cette fois-ci le contenu a une ligne politique absolument correcte comme dirait Mao...

Bref, il y a à lire et à discuter dans ce numéro de *Root & Branch*, il nous reste à espérer que les prochains numéros continuent à nous apporter ce qui nous manque souvent en Europe, une vision critique de la société américaine.

Comme les camarades de R&B cherchent des abonnés nous ne saurions trop vous conseiller de souscrire... le dollar est en baisse...
R&B, P.Box 236, Sommerville, MASS 02143, USA
Abonnements... 8 dollars — 4 numéros

•

Toujours aux USA signalons la revue *Now and After*, publiée par un groupe de Californie où l'on trouve aussi de forts intéressants articles. Au sommaire du numéro 3 un article sur la grève des mineurs, *Au-delà du plein emploi*, l'Argentine, lettres et débats.
N&A, P. Box 1587, San Francisco, CA 94101, USA cette fois c'est moins cher, 4 dollars pour 4 numéros.

Pour mieux comprendre la réalité sociale américaine contemporaine

Root & Branch

LE NOUVEAU MOUVEMENT OUVRIER AMÉRICAIN

textes traduits de l'américain, 166 p., 20 F
Spartacus, janvier/février 1978

articles sur les premières grèves sauvages des années 60/72, bilan du mouvement étudiant, études sur les attitudes contradictoires des ouvriers blancs ou noirs

LETTRE DU PORTUGAL

Depuis plusieurs mois le Portugal est en état de crise ministérielle ouverte ou latente, mais à Lisbonne ces histoires-là ne semblent pas intéresser grand monde. Pourquoi ce manque d'intérêt ? Selon certains commentateurs les gens seraient « fatigués » de toutes ces crises, « bien trop compliquées » pour retenir l'attention des travailleurs. Pourtant en 1975, alors que les crises gouvernementales étaient plus longues et bien plus compliquées, personne ne s'en désintéressait. En réalité les ouvriers portugais ne se montrent pas aussi « fatigués » de la lutte que certains le croient ou le désirent. Des grèves, certaines longues et assez dures, ont eu lieu récemment ou sont en cours, d'autres se préparent, et ce ne sont pas des grèves bureaucratiques où les ouvriers sont chez eux et les dirigeants syndicaux chez les patrons, mais des mouvements qui expriment une activité prolétarienne réelle.

Les principales luttes présentes et à venir ont lieu au sud, dans les coopératives agricoles de la Zone de la Réforme Agraire : le gouvernement a en effet décidé de « réserver », de « concéder » une partie des terres et du bétail aux anciens propriétaires ; et il refuse tout dialogue préalable avec les travailleurs quant à l'emplacement et à l'étendue de ces « réserves ». Naturellement les travailleurs refusent de donner ces terres et s'y rassemblent à plusieurs milliers avec le concours des membres des autres coopératives de la région. La GNR (Garde Nationale Républicaine), qui sévissait déjà pendant le fascisme, réprime brutalement ces rassemblements. De la charge à cheval, sabre au clair, jusqu'aux évolutions d'automitrailleuses blindées ultramodernes, la GNR étale toute sa panoplie comme pour un musée vivant d'Histoire des Techniques de Répression.

Jusqu'à présent la solidarité envers les travailleurs des coopératives agricoles du sud, de la part des prolétaires des autres secteurs de production, n'a pas dépassé le niveau des « réunions de protestation » dans les usines et des « grèves de solidarité » de courte durée. Cela empêche les travailleurs des coopératives de résister à la GNR avec d'autres armes que leurs mains. Mais dès que la GNR quitte les terrains contestés, les travailleurs les occupent de nouveau, et ainsi de suite, ce qui dénote, en plus de l'habileté tactique, un esprit de résistance à long terme. C'est sur ces faits que se porte l'attention des travailleurs bien plus que sur les crises gouvernementales, simples querelles, dans les classes dominantes, de divers clans de gestionnaires du capitalisme. Si les travailleurs s'étaient intéressés, en 1974 et 75, à ce qui se passait à l'intérieur de l'appareil d'Etat, c'est parce que dans ces années-là, cet appareil se trouvait forcé de se situer politiquement, dans l'immédiat, devant l'irrésistible pression du prolétariat sur des classes dirigeantes alors en désaccord entre elles. Il n'en est pas de même actuellement où, dans un appareil d'Etat réorganisé, les querelles internes n'intéressent plus que les classes dominantes, celles-ci ayant désormais, pour affronter les grandes luttes sociales, une position commune défendue par tous leurs représentants politiques et aussi par les dirigeants du P.C. Ces derniers, qui savent pourtant que la Zone de la Réforme Agraire est l'un de leurs plus puissants fiefs électoraux, font leur possible pour « ne pas envenimer les choses » : par exemple la Confédération Syndicale, où le PC est majoritaire, n'a donné qu'un ordre de grève limitée à un après-midi dans cette Zone et n'a proposé aux entreprises du reste du pays que des arrêts de travail de dix à trente minutes. Les bureaucrates syndicaux ont voulu qu'une fois satisfait, et vite, le « besoin moral » de solidarité, les ouvriers retournent aussitôt au travail. Mais à ce jeu les dirigeants du PC risquent fort de perdre la confiance des travailleurs. Ceux-ci ont déjà bien compris ce que représentent les crises politiques gouvernementales et ils ne s'y intéressent pas parce que leur affaire est ailleurs. Il n'y a pas lieu de parler de « passivité » ou de « manque d'intérêt politique » ; ceux qui, déjà en 1974, parlaient ainsi jusqu'au 24 avril, ont été bien étonnés le 25. Ce qui induit en erreur tous ceux qui ont le point de vue des classes dominantes pour observer les luttes prolétariennes [illegible]

ITALIE : DES AUTONOMES EXISTENT

Todi c'est une petite ville de l'Ombrie, à peine à 100 km de Rome, au cœur d'une région traditionnellement communiste. Vers les années 60 un groupe de jeunes militants du PCI quittent le Parti après une grève. Attirés par le gauchisme ils rejoignent *Lotta Continua* qu'ils quittent à son tour lorsque cette organisation appelle à voter PCI en 1975 ! Avec des jeunes venus du mouvement étudiant de 1977 le noyau originel se constitue en Collectif Prolétaire Autonome de Todi. Il est aujourd'hui un exemple de ce que signifie en Italie l'activité politique de type autonome et qui a peu à voir avec ce qu'on connaît en France, tellement le mot a ici pris un sens folklorique. Le Collectif P.A. de Todi, au delà d'une activité circonstancielle (intervention dans les organisations de chômeurs, critique des pratiques locales du PCI) concentre son énergie dans un travail d'édition et dans la publication d'une revue, *Dissenso Est-Ouest*.

Cette revue constitue un travail tout à fait remarquable et sérieux. Elle est orientée sur l'analyse des diverses manifestations de dissidence dans les pays de capitalisme d'Etat, de l'attitude individuelle aux luttes ouvrières. Son importance se trouve accrue par le fait que pour une fois la question de la dissidence dans les pays de l'Est est traitée d'un point de vue prolétarien et révolutionnaire et non, comme d'habitude, par des charognards à la recherche d'un alibi justificatif de la démocratie bourgeoise de type occidental ! A titre d'exemple nous donnons ci-dessous un aperçu du sommaire du numéro 3 : Syndicat autonome à Moscou, appel d'ouvriers russes du port de Riga, luttes ouvrières en Roumanie, Lithuanie, Berlin-Est et Pologne, un texte de Miklos Haraszti (Salaire aux Pièces), un débat avec Glucksman et des notes sur le Congrès du Manifesto, Etat et autonomie ouvrière en Chine, appel pour la libération d'anarchistes bulgares, interview avec un ouvrier romain ayant été interné en hôpital psychiatrique atteint de « psychose délirante revendicative systématique », etc.

Le Collectif P.A. de Todi publie aussi une série de brochures sous le titre « Débat Actuel » : K. Korsch, *La crise du Marxisme*, A. Pannekoek, *Critique du Parti Révolutionnaire, Ouvriers et Etudiants en Pologne 1968-1977*, E. Battistini, *Contre le manifeste de K. Marx* et un autre texte critique de l'école « ouvriériste » italienne, *La misère du post-marxisme*.

Il faudrait revenir plus longuement sur ce texte critique de l'école « ouvriériste » et dont l'intérêt est certain pour engager un débat sur les idées d'un courant qui a marqué profondément le gauchisme italien et non seulement Tronti, un des théoriciens le plus connu de ce courant — et dont le livre de base, *Ouvrier et Capital* vient de paraître en français chez Christian Bourgois — est aujourd'hui devenu un des piliers intellectuels de la « gauche » du PCI. Dans un récent texte il défend la ligne euro-communiste du Parti et présente « l'Etat moderne comme la forme moderne de l'organisation autonome de la classe ». Pour tout contact avec le Collectif Prolétaire Autonome de Todi : *Dissenso Est-Ouest*, CP. 50 Todi (PG), Italie

Ch. R

LE CHARME DISCRET DU MAQUIS DE BARRÊME

PAR OXENT MIESSEROFF

Édité par l'auteur : adresse : O. Miesseroff, Les Fourniers - 13830 Roquefort La Bédoule - 15 frs.

Un petit livre sur le maquis, édité par son auteur, rien de bien extraordinaire là-dedans a priori. Mais lorsque ce petit livre se propose, comme le prétend sa bande-annonce, de présenter « la résistance vue côté pile », on se demande en quoi cet ouvrage est différent de toute la littérature héroïque dont on nous abreuve depuis 1945. Différent, le livre l'est par son ton ; comme il le précise lui-même, « ce livre n'est pas un récit d'exploits ». En fait, il s'agit d'un livre d'humeur, et, plus encore, d'un livre d'humour. Humour corrosif et décapant, humour de redresseur de torts, mi boy-scout, mi cynique. Son contexte, un obscur maquis des Basses-Alpes ; son projet, ridiculiser « l'opérette et la grosse farce qui enveloppa les faits de la Résistance », son héros, « le Bidonus », terme qui désigne selon l'auteur « l'art de mettre la pureté, la beauté et l'héroïsme dans des choses qui en ont moins ». Certes, l'auteur, bien qu'évoquant quelques événements troubles — mensonges, malversations et même quelques vrais scandales — comme la mort d'un chef de maquis, tué par l'auteur, pour une sordide histoire de cassette d'or parachutée, et « pas perdue pour tout le monde », bien que dénonçant un pseudo-commandement qui « a fait preuve d'amateurisme et d'inconscience », reste une sorte de moraliste, un Candide qui aurait trop lu, dans son Moscou natal, les livres d'Alexandre Dumas.

Malgré donc une vision assez manichéenne du monde et de ses guerres, ce livre vaut, avant tout, et surtout pour ceux qui n'ont pas connu l'époque de la guerre, pour ce qu'il nous livre de la vie quotidienne de ceux qu'on appelait alors les terroristes, embuscades, attaques à main armée, mais aussi vie en marge, dans la montagne, d'un groupe de jeunes gens unis par l'amitié, le combat, mais aussi par la trouille.

Il vaut aussi par son auteur, russe ni blanc, ni rouge, parti au maquis défendre la veuve et l'orphelin et ayant vécu là des moments parmi les plus intenses de sa vie. Chimiste en retraite, animateur d'un centre naturiste, résistant « en carte », il aurait pu se contenter, comme la plupart de ses compagnons, de jouer au héros fatigué. Il a préféré exprimer un peu de son dégoût, assez misanthrope ma foi, pour une époque qu'il qualifie de « belle époque pour les sadiques » et, aussi, il faut bien le dire, évoquer sur le mode humoristique, des personnages qu'il a pu aimer et admirer ou haïr et mépriser. Contesté par ses camarades de maquis, que cet ouvrage a souvent choqués, refusé par les éditeurs, peut-être parce que son style n'avait rien d'académique, il s'est imprimé lui-même, aidé par des amis qui n'avaient pas l'âge de la guerre, à qui ce livre a paru tonique car, même s'il ne parle pas de socialisme, il parle de liberté.

L. M.

LA NUIT DU 4 AOUT

par Jean-Pierre Hirsch

Dans l'Histoire de France, le 14 juillet de la Prise de la Bastille et le 4 Août avec l'Abolition des Privilèges sont les dates mémorables qui marquent la fin de l'Ancien Régime et symbolisent le triomphe de la Révolution Française. Mais, le symbole admis, que sait-on de ce qui s'est passé, en fait, dans cette fameuse Nuit ? Six secrétaires de l'Assemblée Nationale ont bien noté soigneusement, en joignant même des pièces annexes, tous les discours prononcés à la tribune, tout ce qui se disait et se passait dans la salle, durant cette séance d'une journée prolongée jusqu'à 2 heures du matin, mais il est très difficile de dire ce qui reste de ce que ces secrétaires ont écrit de leurs mains. Faute de ces *minutes*, jusqu'en 1969, année où parut une étude très complète de la question, le principal document sur lequel se sont rabattus les historiens n'a jamais été qu'un résumé officiel réduit à une quarantaine de pages. Les interventions y sont sélectionnées, rendues anonymes, relatées en style indirect, non textuellement et, de même que les réactions de l'auditoire, expurgées, abrégées, arrangées dans un sens voulu par le responsable du secrétariat.

Or voici que, par recoupement avec des textes relevés dans divers journaux de l'époque, on a pu identifier plusieurs orateurs, savoir alors à quelles catégories sociales ils appartenaient, quelle était leur situation matérielle et de là, connaître au moyen de leurs écrits publics, parfois de leur correspondance privée, les intérêts qu'ils étaient chargés de représenter et aussi les leurs propres, avec les calculs qu'ils comportent.

Cette recherche n'a pas seulement d'intérêt que pour les gens curieux de petite Histoire ; les éclaircissements qu'elle apporte font voir l'événement sous des aspects que la version traditionnelle ne montre pas : d'abord les manœuvres, les péripéties de la séance, les altérations voulues de son compte-rendu officiel trouvent une explication dans les arrière-pensées qui sont dévoilées ; on comprend mieux aussi en quoi consistait réellement, pratiquement, cette fameuse Abolition des Privilèges ; ce que, dans les faits, elle recouvrait, cachait, omettait ou sous-entendait en connaissance de cause ; en vue de quelles conséquences escomptées, s'y trouvaient ces ambiguïtés. On constate que la noblesse et le clergé n'abdiquaient — et de la façon la plus formelle — qu'en faveur de la couche riche des roturiers, afin que celle-ci lui serve de rempart contre les masses pauvres vraiment affamées qui s'étaient armées et révoltées, en bien plus grand nombre dans les campagnes que dans les villes. Cela permet d'ailleurs de contester l'idée erronée, devenue un lieu commun, que la bourgeoisie avait été, dans notre pays à cette époque-là, véritablement révolutionnaire et que la Révolution Française a été alors essentiellement une Révolution bourgeoise. Il apparaît au contraire que ce fut une Révolution essentiellement paysanne, comme d'ailleurs toutes les Révolutions qui lui ont succédé dans de nombreux pays jusqu'à ce jour. On trouvera difficilement, dans l'histoire des deux derniers siècles, un exemple où la bourgeoisie riche, petite ou moyenne se soit, les armes à la main et par ses propres forces, emparée du pouvoir ; au contraire elle n'y est chaque fois parvenue que lorsque les anciennes classes dirigeantes l'ont invitée à partager leur pouvoir afin de vaincre les révoltes des masses pauvres en partie urbaines mais surtout rurales. En 89, dès les débuts de l'insurrection, la bourgeoisie s'est montrée activement et brutalement *contre-révolutionnaire* en formant d'assez importantes *milices bourgeoises* dont la mission était d'assurer l'ordre par la force des armes, contre les masses populaires misérables désignées comme une vile populace composée de vauriens, de pillards et de brigands. Les affrontements ont été maintes fois sanglants et les répressions impitoyables.

La documentation présentée par J.-P. Hirsch est d'une abondance et d'une qualité remarquables. C'est du travail d'érudit fait avec une modestie et aussi une prudence très universitaires. Selon, en effet, la formule de la collection *Archives* qui publie cet ouvrage en format de poche, l'auteur est censé n'avoir réalisé qu'un simple *montage* de documents avec des commentaires comme texte de liaison. Cette formule a l'avantage de présenter d'une manière attrayante pour le lecteur (le montage étant habile) le plus grand nombre possible de documents. L'inconvénient c'est qu'un certain décousu, qui paraît d'abord un artifice de montage, rend ces documents, quand on veut s'y reporter, difficiles à repérer. L'absence d'un index des noms cités accroît cette difficulté mais heureusement un indispensable lexique pour les mots ayant trait au droit féodal et aux anciennes pratiques agraires n'a pas été omis.

La lecture de cet ouvrage donne donc assez aisément matière à d'utiles réflexions.

S. RUBAK

La Quinzaine littéraire

Le 1er et le 15 de chaque mois

tous les livres

Abonnements :

France - **Deux ans : 200 F**
Un an : 120 F
Six mois : 70 F

Etranger - **Deux ans : 270 F**
Un an : 156 F
Six mois : 85 F

Dans tous les kiosques, le n° 7 f.

43, rue du Temple, 75004 Paris
CCP Paris 16 561 - 53

Décembre 1978 SPARTACUS CAHIERS MENSUELS Série B100 R12

Directeur
René Lefeuvre
Tél : 272-37-50

5, rue Ste-Croix
de la Bretonnerie
Paris IVe

NOUVELLES CONDITIONS D'ABONNEMENT POUR 100 F, 200 F D'EDITIONS NOUVELLES

L'augmentation des frais d'édition et des tarifs postaux nous oblige à élever nos prix d'abonnement et à les porter à :

50 F pour 6 mois — étranger 55 F...
100 F pour 1 an — étranger 110 F...

Par contre nous portons de 160 F à 200 F et de 80 F à 100 F, le montant des éditions nouvelles auxquelles l'abonnement vous donnera droit.

Les abonnements en cours seront honorés aux anciennes conditions.

(Les abonnés nouveaux peuvent bénéficier d'une remise de 30 % sur toutes les commandes de titres anciens et nouveaux et de l'envoi franco de port.)

Les volumes ci-dessous (romans-essais-poésie) n'étant pas au catalogue peuvent toujours être commandés et bénéficient de la remise de 30 % franco.

B. Cg. DUITS - André Breton a-t-il dit passe ..... F 12,00
C Cesare ZAVATTINI - Lettre de Cuba - Hypocrite 43 ..... F 13,00
E O.LINS - La rétable de Ste Joana Carolina ..... F 15,00
F V. PINERA - Contes froids ..... F 15,00
G Paul RITCHIE - Le protagoniste ..... F 15,00
H François SONKIN - Les Gendres ..... F 15,00
J Neel DOFF - Une fourmi ouvrière (Edition originale) ..... F 15,00

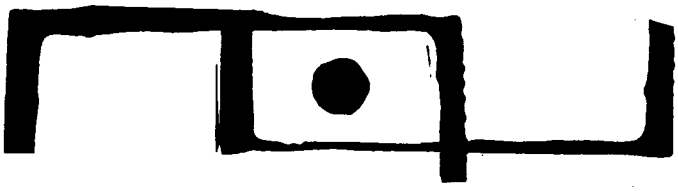
NOM ET ADRESSE : .....
.....

Souscrit un abonnement :
— 6 mois à 50 F — étranger à 55 F
— un an à 100 F — étranger à 110 F

Indiquez le n° de départ de l'abonnement

Réglé
— par chèque bancaire à l'ordre de J. Lefeuvre
— par CCP 633-75 PARIS à l'ordre de J. Lefeuvre
— par mandat postal à l'ordre de J. Lefeuvre

De l'étranger les frais bancaires sont onéreux. Réglez par mandat ou CCP ou ajoutez le montant des frais : 16 F



DERNIERS CAHIERS SPARTACUS

92 *Ciliga*
Lénine et la Révolution, 5.50 F

93 *J.M. Raynaud et Ambauves*
Les anarchistes et l'éducation, 16.50 F

95 *Bordiga*
Russie et Révolution dans la théorie marxiste 17,00 F

97 *Mercier-Vega, Griffuelhes :*
Anarcho-Syndicalisme et syndicalisme révolutionnaire 15 F.

99 *André Prudhommeaux :*
L'Esprit libertaire. Le principe d'autonomie 128 p. 15 F 50.

PROCHAINS CAHIERS SPARTACUS

Rudolph Rocker
Les anarchistes et l'organisation -

Camatte
Le sixième chapitre inédit du *Capital*

Ernst Fisher
Le marxisme et l'art - 344 p. 30 F.

Karl Korsch
Au cœur de la conception matérialiste de l'Histoire

Pier Carlo Masini
Anarchistes et communistes dans le mouvement des Conseils à Turin (1919-1920)

R.F. Magon
La Révolution mexicaine - 250 p. 30 F.

Simon Rubak
L'exploitation des classes laborieuses et la révolution

Daniel Guérin
Quand l'Algérie s'insurgeait (1954-1962)

RESTENT DISPONIBLES : SERIES A-B-C

SERIE A.

1. Jean JAURES - L'Eglise et la laïcité ..... F 4,00
3. Charles ALLIGIER - Socialisme et bolchevisme ..... F 5,00
4. Rosa LUXEMBOURG - La révolution russe ..... F 5,00
5. René LEFEUVRE - La politique communiste (Lignes et Tournants) ..... F 4,00
8. JAURES et LAFARGUE - Idéalisme et matérialisme ..... F 4,00
18. TOMORI-BALASZ - Qui succèdera au capitalisme ? ..... F 4,00
24. Jean JAURES - Le manifeste communiste de Marx et Engels ..... F 4,00
36. RIAZANOV, ENGELS, LUXEMBOURG - La confession de K. Marx ..... F 4,00
47. SERGE, MALAQUAIS, BLUM, DOMMANGET, LENINE ..... F 6,00
49. C. BRENDEL - Lutte de classe en Angleterre (1945-1977) ..... F 12,00
50. PIC - Les racines d'Octobre 1917 ..... F 10,00
51. I.C.O. Mai, juin 68, la grève généralisée en France ..... F 6,00

SERIE B

8. Lucien LAURAT - Déchéance de l'Europe ..... F 12,00
13. Jules GUESDE - Collectivisme et Révolution ..... F 12,00
14. VINATREL - L'URSS concentrationnaire ..... F 12,00
16. JAURES - Commentaire, controverse et discours ..... F 12,00
18. JAURES et GUESDE - Les deux méthodes - Le socialisme ..... F 12,00
24. Ida METT - Le paysan russe dans la Révolution ..... F 8,00
25. Denis HEALEY - Les socialistes derrière le rideau de fer ..... F 8,00
29. DOMMANGET - Babeuf et la conjuration des égaux ..... F 10,00
31. TROTSKY - Rapport de la délégation sibérienne ..... F 12,00
34. PANNEKOEK, KORSCH - Lénine philosophe (marxiste ?) ..... F 14,00
36. MARX, ENGELS - Textes sur l'organisation ..... F 13,50
37. J. JACQUES - Luttes sociales et grèves sous l'ancien régime ..... F 12,00
40. SOUVARINE - Un pot-pourri de Krouchtchev (ses souvenirs) ..... F 5,00
42. MARX, ENGELS - Programmes socialistes : Erfurt, Gotha, Le Havre ..... F 7,00
43. BARRUE - Bakounine et Netchaiev. Le catéchisme du révolutionnaire ..... F 8,00
44. ROUSSEL - Les enfants du prophète (Histoire du Trotskisme) ..... F 12,00
45. RUBAK - La classe ouvrière en expansion permanente ..... F 14,00
46. MAC DONALD - Le marxisme en question (Vers l'anarchisme) ..... F 13,50
48. Ch. REEVE - La Chine de Mao tigre de papier. Capitalisme d'Etat ..... F 15,00
49. R. LUXEMBOURG - Réforme ou Révolution, Marxisme et dictature ..... F 14,00
50. SERGE - Le nouvel impérialisme russe - La Commune de Varsovie ..... F 11,50
51. Victor SERGE - 16 fusillés : Zinoviev, Kamenev, Smirnov ..... F 13,00
52. SKIRDA - Les anarchistes russes et les Soviets ..... F 10,00
53. ROCKER - Les Soviets trahis par les bolcheviks ..... F 14,00
54. Max STIRNER - De l'éducation - En lisant l'Unique - La vie de Stirner ..... F 12,00
55. DOMMANGET - LUXEMBOURG - 1848-1905, étapes de la Révolution ..... F 15,00
56. R. LUXEMBOURG - Marxisme ctre dictature : questions d'organisation ..... F 6,00
57. CORALE - Capitalisme, syndicalisme, même combat libertaire ..... F 13,00
58. CAMATTE - Bordiga et la passion du Communisme ..... F 20,00
59. J. PERDU - La révolte des Canuts, les insur. lyonnaises 1831-1934 ..... F 11,50
60. I.C.O. - Capitalisme et lutte de classe en Pologne (1970-1971) ..... F 25,00
61. COLLECTIF SPARTACUS - Portugal, l'autre combat pour la Révolution ..... F 22,00
62. G.MUNIS - Parti-Etat, Stalinisme, Révolution (au-delà du trotskysme) ..... F 13,50
63. O. RUHLE - P. MATTICK - Fascisme brun, fascisme rouge ..... F 12,00
64. REVUE N° 1 - Portugal - Russie - Luxembourg : question nationale ..... F 5,00
65. OLIVIER-LANDAU - Espagne, les fossoyeurs de la Révol. sociale ..... F 14,00
66. REVUE N° 2 - Espagne - Portugal - Marxisme - Mao - Evol. du capitalisme ..... F 5,00
67. LEVAL - La pensée constructive de Bakounine ..... F 25,00
68. REEVE - Portugal, la conception putschiste de la révolution ..... F 5,00
69. J. BARRUE - L'Anarchisme aujourd'hui. Et un inédit de Bakounine ..... F 11,00
70. DOMMANGET - 1973. Les Enragés. Les Curés Rouges. Roux et Dolivier ..... F 15,00
71. REVUE N° 3 - P. MATTICK. Capital monopoliste d'Etat, lettres de Rosa ..... F 5,00
72. A. CROIX - Jarès et ses détracteurs. Envie et calomnie. L'assassinat ..... F 30,00
73. ANDERSON - Hongrie 1956. Révolution, Conseils ouvriers, répression ..... F 17,00
74. REVUE N° 4 - La dictat. du Prolétariat. Fract. ouvr. dans la 1ère internat. ..... F 5,00
75. Claude BERGER - Pour l'abolition du salariat, l'associationnisme ..... F 6,00
76. Paul LAFARGUE - Le droit à la paresse. C.H. : Le refus du travail ..... F 7,00
77. SABATIER - Brest-Litovsk, 1918, stop à la Révolution ..... F 11,00
78. K. KAUTSKY - Les 3 sources du marxisme - La contestation ..... F 6,50
79. REVUE N° 5 - Solidarité internat. ouvrière - Portugal, Réforme Agraire ..... F 5,00
80. COLLECTIF SPARTACUS - Rosa Luxembourg et sa doctrine ..... F 22,00
81. REVUE N° 5 - J. Prévert (inédit) Camatte-Bricianer-Cuba-Cambodge ..... F 5,00
83. PRUDHOMMEAUX - Spartacus, la commune de Berlin 1918-1919 ..... F 14,50
84. MARX - Textes philosophiques de jeunesse ..... F 13,50
85. BERNERI - Guerre de classe en Espagne - 1936-37 ..... F 11,50
86. REVUE N° 7 - Program. Commun, Eurocom. La méthode de Marx ..... F 6,00
87. Ida METT - La Commune de Cronstadt - Crépuscule sanglant des soviets ..... F 12,00
88. ROOT & BRANCH - Le nouveau mouvement ouvrier américain ..... F 20,00
89. REVUE N° 8 - Bricianer, Pannekoek. Plékanov, la concept. mat. de l'Hist ..... F. 6,00
90. COLLECTIF - L'autonomie, le mouv. autonome en Italie et en France ..... F 5,00
91. SOUVARINE PAPAIOANNOU - Lénine, Staline et le pouvoir ..... F 5,00
92. Anton CILIGA - Lénine et la Révolution ..... F 5,50
93. RAYNAUD et AMBAUVES - L'Education libertaire ..... F 16,50
94. Revue n° 9 - Dossier Italie - Conjonct. mondiale, CNT, syndicalisme et autonomie ..... F 4,00
95. BORDIGA - Russie et Révolution dans la théorie marxiste ..... F 17,00
96. REVUE N° 10 - Cl. Berger. Autopsie des nouveaux philosophes etc. ..... F 4,00
97. MERCIER-VEGA, GRIFFUELHES - Anarcho-syndicalisme Révolutionnaire ..... F 15,00
98. REVUE N° 11 - Pouvoir syndical en G.-B., Paul Mattick, Portugal : réforme agraire ..... F 4,00
99. PRUDHOMMEAUX - L'effort libertaire : Le principe d'autonomie ..... F 15,50

SÉRIE C

4. L. KAUTSKY - R. LUXEMBOURG - GUILLERM - Le luxembourgisme ..... F 13,00
5. LUXEMBOURG - SCHWARZ - L'expér. belge. Lénine et les syndicats ..... F 14,00
6. MARX-ENGELS - LUXEMBOURG - Critique des programmes. Critique révolutionaire. Erfurt, Gotha. La rév. russe. Lettres de prison ..... F 13,00
7. Rosa LUXEMBOURG - Lettre et tracts de Spartacus (guerre, Révolution) F 20,00
8. DOMMANGET - Sylvain Maréchal, auteur du manifeste des Egaux (1793) ..... F 40,00
12. Marcel CERF - Edouard Moreau, Communard ..... F 20,00
14. John BERGER - Réussite et échec de Picasso (112 reproductions) ..... F 22,00
15. ZAVATTINI - Cinéparoles. Journal de Cinéma et de Vie ..... F 21,00
15. Fred J. COOK - F.B.I. La chasse aux sorcières ..... F 30,00
18. J. BERGER - Art et révolution, l'artiste en U.R.S.S. ..... F 16,00
19. Sophie BIBROWSKA - Une mise à mort d'Aragon ..... F 18,00
20. CERF - Henry Bauer - Communard et Mousquetaire de la plume ..... F 20,00
21. E. FISHER - Le marxisme et l'Art (recherche de la réalité) ..... F 30,00

Distribué par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne
Diffusé par la librairie Alternatives, 36 rue des Bourbonnais, Paris 1er

Dépôt, Librairie des Deux Mondes, 10 rue Gay-Lussac, Paris 5e
Imprimerie Quotidienne, 94120 Fontenay-sous-Bois